



le monde heβδο Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°530 JEUDI 10 MAI 1984 8,00 F



ANNIVERSAIRE D'UNE FAUSSE COUCHE!

● SOCIALISME

Après trois ans de pouvoir, désillusion et désenchantement sont le lot des travailleurs.

PAGE 12

● LORRAINE

Des travailleurs organisent la riposte au sein du groupe « Longwy 79-84 ».

PAGE 8

● ARCHIVES

Il y a 70 ans, face à l'Union sacrée, se levait le militant anarchiste Malatesta.

PAGE 6 ET 7

Fop. 2520

communiqués

• CHELLES

Nous informons les sympathisants de la Fédération anarchiste et tous ceux qui veulent prendre contact avec le groupe, que des permanences seront assurées tous les mercredis de 15 h à 18 h et les dimanches de 10 h à 12 h au local du groupe : 1 bis, rue Emile, 77500 Chelles (près de la gare).

• NANTES

Le groupe libertaire nantais informe les personnes de la région qu'il assure une vente du M.L. tous les samedis matin de 11 h à 13 h, au marché de Talensac (en bas du marché).

De plus, le groupe tient ses permanences tous les premiers et troisièmes samedis du mois, de 14 h à 16 h, au 32, quai Malakoff, 44000 Nantes.

Toutes les personnes, dont la sensibilité ou les idées rejoignent celles du mouvement anarchiste, sont invitées à prendre contact avec le groupe afin de créer et développer une structure d'accueil, d'action, et de culture libertaires sur Nantes.

• TOULON

Le groupe Région toulonnaise tiendra une table de presse les 26 et 27 mai à Vinon-sur-Verdon (Haut-Var) dans le cadre du 6^e festival des Grands Chemins.

• LE PUY

Un groupe libertaire (groupe Jules-Vallès) est en formation au Puy et sur le département de la Haute-Loire. Les objectifs à court terme peuvent se définir comme suit : création d'une association pour favoriser la diffusion de la pensée libertaire (propagande, conférences, expositions, animations culturelles, etc.) ; édition d'un trimestriel libertaire sur la Haute-Loire. Pour tout contact, s'adresser aux Relations Intérieures qui transmettront.

• CERGY-PONTOISE

Le groupe libertaire de Cergy-Pontoise informe les personnes intéressées par la participation à la vie du groupe, qu'ils peuvent prendre contact avec nous, par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

débats

• PARIS

Le groupe Eugène-Varlin organise le 25 mai une soirée, à 20 h 30 précise, contre le racisme, avec des interventions et des débats. Lieu de la manifestation : 72, avenue Félix-Faure, Paris 15^e, métro Lourmel ou Boucicaut.

• PARIS

Le groupe Jeunes Libertaires du lycée autogéré de Paris et le groupe Pierre-Besnard (F.A.) organisent conjointement une réunion publique sur le thème : « Lycée autogéré et pédagogie libertaire », le samedi 12 mai, à 14 h, 16, avenue Marc-Sangnier, Paris 15^e, métro Porte-de-Vanves (table de presse, buvette, débats,...).

● ● ●

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amélot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous plis fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amélot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement

(à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amélot, 75011 Paris (m° République)
tél. : 805.34.08

éditions

• Le groupe Jacob a édité une affiche (deux couleurs) sur le thème : « Vaincre... la crise ». Celle-ci est disponible au prix de 1 f l'unité et 0,90 F l'unité à partir de 500 exemplaires. Format : 60 x 84.

• Le groupe de Rouen édite un journal franco-arabebère, *El Horia*. Au sommaire du n°3 : Contre le fascisme ; Talbot ; Français-immigrés, face à face ou face à la crise ; Echanges interculturels à l'école ; le bilinguisme ; Maghreb, les émeutes ; Liban ; Page culturelle berbère ; Proudhon en arabe... Abonnement : 25 F pour 4 numéros (soutien : 50 F). *El Horia*, 9, impasse des Pommiers, 76800 Saint-Etienne-Rouvray.

• Le groupe Libertad a édité un autocollant antiraciste. Celui-ci est vendu 20 F les 50 exemplaires et 2 F pièce.



• Un autocollant antimilitariste a été édité. Il est vendu 5 F les 10 exemplaires et 1 F pièce.

LE NATIONALISME C'EST LA GUERRE



Fédération anarchiste - 145, rue Amélot, 75011 Paris.

• Le numéro 24 de *Volonté anarchiste* nouvellement paru est la traduction française d'un « samizdat » soviétique. Ce texte a pour objectif de dénoncer la falsification marxiste de l'histoire quant au mouvement makhnoviste accusé faussement d'antisémitisme. Son prix : 15 F, et n'oubliez pas que le meilleur soutien à *Volonté anarchiste* reste l'abonnement. Celui-ci est fixé à 110 F pour 8 numéros (soutien à partir de 180 F) jusqu'au prochain numéro (augmentation prévue). Règlement à l'ordre de A.S.H., 34, rue de Fresnes, 92160 Antony.



• Les éditions du Monde libertaire viennent de publier leur septième livre dans la collection Bibliothèque anarchiste : *Espagne libertaire 36-39* de Gaston Leval. Un des meilleurs livres sur l'œuvre constructive de la révolution espagnole. En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 60 F.

Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'invendus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore : abonnez-vous !

Permanence du Secrétariat administration, secteur imprimerie :
le samedi de 15 h à 17 h,
à la librairie du Monde libertaire.

liste des permanences des groupes f.a.

Liaison Bas-Rhin : permanences chaque vendredi, de 11 h 30 à 13 h, au cours de la tenue de la table de presse, au restaurant universitaire Paul Appel, à Strasbourg et le dernier jeudi du mois, à partir de 20 h, au Cardek, 13, rue du Général-Zimmer, à Strasbourg.

Groupe « Michel Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.

Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaires, cercle J. Rostand, rue Montébello, Toulon.

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

Groupe d'Angers : permanences tous les vendredis, de 18 h à 19 h, à la librairie la Tête en Bas, 17, rue des Poitiers, à Angers.

Groupe de Marseille : permanences le samedi de 14 h à 17 h, 3, rue de la Fontaine-de-Caylus, 13002 Marseille.

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe du 11^e : permanences à Publico, 145, rue Amélot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 h à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 h à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinat c/o BP n° 7, 80330 Longueau.

Groupe « Nestor Makhno » de Saint-Etienne : permanences tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-L.P., Bourse du travail, cours Victor-Hugo, à Saint-Etienne.

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences le 3^e samedi du mois, de 10 h à 12 h, au centre social de Pen Ar Creach, rue du Professeur-Chrétien.

Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 19 h et le dimanche de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.38.

Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 h à 22 h, au 24 rue Jean-de-la-Fontaine, apt. 57, Blois, tél. : 74.26.02.

Groupe d'Antzuy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon (tél. : (23) 80.17.09).

Groupe « Voline » : permanences le mercredi à 20 h 30 au 26, rue Piat, Paris 20^e.

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences les mercredis et samedis, de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.

Groupe d'Aubenas : permanences de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe Louise-Michel : permanences le lundi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert-Planquette, Paris-18^e.

Liaison d'Aix-en-Provence : permanences tous les mercredis, de 14 h à 17 h, dans le hall de la faculté de lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe de Lille : permanences tous les mercredis, excepté pendant les vacances scolaires) dans le hall de l'université de Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq.

Groupe d'Agen : permanences de 14 h à 16 h, les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, au 64, rue de l'Angle-Droit, 47000 Agen.

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanences dans les locaux du C.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, de jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

Groupe du Mans : permanences tous les mercredis de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, salle 33, 3^e étage, square Stalingrad, 72000 Le Mans.

Liaison de Lyon : permanences les 2^e et 4^e mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h 30, au 13, rue Pierre-Blanc, à Lyon.

Groupe L. Bertho-Lepetit : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque premier lundi du mois.

Groupe de Dijon : permanence le samedi de 15 h à 17 h 30, au 61, rue Jeannin, à Dijon.

Groupe « Sacco et Vanzetti » : permanences tous les mercredis de 15 h à 18 h et les dimanches, de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emile, 77500 Chelles.

Groupe « Manuel Devaldes » d'Evreux : permanences les derniers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la maison des associations, derrière la mairie d'Evreux.

Groupe de Nantes : permanences tous les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, au 32, quai Malakoff, à Nantes.

éditions



• Une affiche (deux couleurs) contre le racisme a été éditée, et est vendue au prix de 0,95 F l'unité au-dessus de 10 exemplaires et 5 F l'unité. Format 56 x 44.

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris-11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 65 635
Imprimerie : « Roto de Paris » 24, rue des Rigoles, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

en bref...en bref...

• Le Collectif d'objecteurs tarnais, nous a envoyé le programme de la 6^e fête antimilitariste qu'il organise. Durant ces deux jours, samedi 19 et dimanche 20 mai : Scène libre, Pince lune et gratte cul, Marc Rivals, Sevy Talliouf, Tonton Quartet, Folle Entreprise, Jean Mouches, Branlaïres Folk Fusion. Ces clowns, jazzmen, folkleux et chanteurs vous dériderez ces deux jours contre une participation aux frais. Pour plus de renseignements : C.O.T., B.P. 229, 81002 Albi cédex. La fête aura lieu salle de l'Endrevie, à Blaye-les-Mines dans le Tarn. De plus, sachez que le C.O.T. est à la recherche de dessins antimilitaristes inédits fait par tous et par toutes. Avis à la population.

• Un festival de poésie est organisé à Livray, commune limitrophe de Dreux. Les organisateurs, habitants de Dreux n'ont pu le faire dans leur ville faute de relations sympathiques avec les nouveaux conseillers municipaux. Sont prévus : Colette Magny, Bernard Meulien et J.-M. Brua pour la partie chanson ; et des stands gratuits pour les poètes en herbe et les autres. Enfin, Jacques Doyen effectuera un récital de diction sans musique. Tout cela, vendredi 18, samedi 19 et dimanche 20 mai jusqu'à minuit. Pour tous contacts : René Maltête, Chatainacourt, 28270 Brezolles.

• Jean-Marc Marocci, 19 ans, lance un appel ! En effet, ayant pris conscience, mais trop tard, du rôle de l'armée et du sien, en tant que conscrit, a déserté 3 mois le contingent. Aujourd'hui, il est emprisonné pour cet acte. Ayant commencé une grève de la fameuse 16 avril, il a besoin de soutien. Dans le cas où vous souhaiteriez lui en apporter : Collectif de soutien à J.-M. Marocci, 1, rue Mireboeuf, 87000 Limoges.

• Le Comité de soutien à la famille Zerbib nous communique son inquiétude vis-à-vis du verdict prononcé par les jurés qui ont eu à juger l'agent de police ayant tiré sur le jeune Bruno Zerbib, regardant de trop « près » une moto. Le comité s'insurge contre la banalisation de ces meurtres justifiés par la protection des biens. Comité de soutien à la famille Zerbib, 7, rue Claude-Debussy, 92220 Bagneux.

• Avec un dossier psychiatrique, on transforme un simple quidam en fou dément ! Comment ? Il suffit que quelqu'un — un membre de votre famille, un voisin, votre patron avec lequel vous êtes en conflit — vous conduise auprès d'un psychiatre et raconte n'importe quoi sur vous pour que celui-ci interprète vos protestations comme symptômes de maladie mentale et vous fasse interner ! Le dossier vous suivra ensuite partout. Au moindre problème, le dossier est ressorti et il suivra également vos enfants. Il y a 300 000 admissions en hôpital et clinique psychiatriques chaque année, en France. Le Groupe information asiles (G.I.A.), de Paris, vous invite à venir débattre à la réunion publique qu'il organise le samedi 12 mai, à 14 h 30, à la Bourse du travail, SALLE Eugène-Hénaff, 33 boulevard du Temple, Paris 3^e (Métro Filles-du-Calvaire, République). Pour tous contacts : G.I.A. de Paris, c/o Courson, B.P. 69, 75762 Paris cédex 16. Tél. : 504.27.32 (de préférence le soir).

• A l'initiative de l'association Chanson vivante, 977 vieux chemin de Sainte-Musse, 83000 Toulon, tél. (94) 91.08.70, un mois de la chanson (de qualité) aura lieu du 26 mai au 12 juin, au crep des Lices, à Toulon, à 21 h. Au programme : 26 mai, J.-R. Caussimon ; 2 juin, J.M. Brua ; 7 juin, Rock et belles'oreilles ; 9 juin, Sarah Alexander ; 12 juin, Bernard Haillant. Rappelons que le but de cette association est de promouvoir et de défendre la poésie et la chanson vivante et ce en dehors de toute préoccupation commerciale.

PARIS : MANIFESTATIONS DU PREMIER MAI

Le 1^{er} mai 1984 a été terne et clairsemé. Les seules exceptions ayant été Lyon et la Lorraine où ponctuellement l'unité syndicale a eu lieu. Pour ce qui est de Paris, F.O., le matin, avec un millier de manifestants dépassait le rassemblement de la C.F.D.T. au parc de la Porte-de-la-Villette, la C.G.T. sauvant les honneurs de la République à Richelieu-Drouot. Bien que largement ignorée par les médias (seule la télé, à F.R.3), la Fédération anarchiste, à Paris, a rassemblé de Bastille au Père-Lachaise près d'un millier de manifestants.

Une prise de parole eut lieu au terme de cette manifestation, nous en reproduisons ici de larges extraits :

« (...) Entre les diverses écoles socialistes, l'histoire a tranché. Si on se place du point de vue des travailleurs et de la lutte

vincées et les régions. Oui, le monde a besoin du fédéralisme qui seul peut unir les différences.

(...) Le capitalisme a déclenché la guerre de tous contre tous ; la tragique caricature qui prétend s'appeler socialisme réel a établi la domination de tous sur tous.

Soyons assez persévérants, forts et hardis pour montrer que la solution est dans la solidarité et la liberté. Il nous reste, camarades, à construire l'outil, le levier. A construire le mouvement libertaire.

L'Etat et le capital pèsent toujours plus lourd sur la société civile, sur nous tous. Notre rôle est d'être à la fois partie prenante et moteur des résistances innombrables que suscitent leurs empiètements. De ce point de vue, notre tâche est immense. Elle inclut le combat persévérant pour montrer aux travailleurs qu'il



pour leur émancipation, il ne reste que l'anarchisme.

Les tactiques parlementaires de la social-démocratie comme le parti de type nouveau inventé par Lénine montrent, dans le monde entier, qu'ils ne sont, l'un comme l'autre, que des voies sans issue. La première gère le capitalisme mieux que la bourgeoisie elle-même, Le second a donné naissance à une nouvelle classe parfois pire que celle qu'elle a remplacée.

Nous savons maintenant, par l'expérience des soixante dernières années, que le socialisme sera libertaire ou ne sera pas. Le monde des hommes, aujourd'hui encore plus qu'hier, a besoin des idées-forces de l'anarchisme.

Il a besoin du fédéralisme sur le plan politique pour répondre aux centaines d'Etats constitués depuis le XIX^e siècle (...). L'éclatement de l'humanité en Etats souverains hostiles va maintenant jusqu'à la revendication étatique pour les pro-



existe un autre syndicalisme que celui qui étale aujourd'hui ses divisions et son impuissance. Elle s'inscrit aussi dans la lutte contre la militarisation, contre le racisme toujours renaissant, contre les superstitions religieuses et dans l'action pour l'émancipation des femmes, la liberté d'expression, la désobéissance civile.

Afin de peser sur la réalité, pouvons-nous avoir un autre objectif que la constitution d'une organisation de masse se reconnaissant dans nos mots d'ordre et dans nos pratiques ?

C'est par ces luttes, et en unifiant dans un même projet libertaire ceux qui se rebellent, que nous pouvons un jour créer un mouvement qui menacera réellement l'Etat et le capital.

Nous devons aussi balayer du mouvement ces scories que sont le sectarisme et le localisme : quelle meilleure base de départ que tous les libertaires unis dans une même organisation ?

Si nous voulons construire une telle Fédération anarchiste, ce n'est pas pour satisfaire une quelconque complaisance sectaire : les travailleurs ont besoin maintenant d'un anarchisme fort et déterminé, d'abord pour mieux résister et, si nous en avons un jour la capacité, pour passer à l'offensive.

Souvent nos adversaires prétendent que l'anarchisme est la préhistoire du mouvement ouvrier, sachons prouver que l'avenir des travailleurs appartient à l'anarchisme. »

Thierry Gr. Pierre-Besnard

Editorial

LORSQU'en fin de semaine dernière la nouvelle tomba, l'étonnement le disputait à la suspicion : Jacques Chérèque, numéro deux de la C.F.D.T., était nommé par le conseil des ministres « préfet chargé du redéploiement industriel en Lorraine ». Si les autres syndicats tels F.O. et la C.G.T., frappés d'amnésie, fustigeaient l'attitude de l'ex-dirigeant de la C.F.D.T., Edmond Maire, au nom de son organisation syndicale, plaidera la « décision personnelle » de l'adhérent Chérèque.

Même si la C.F.D.T. ne se sent nullement engagée en tant que telle, on peut dire que Jacques Chérèque continue tout simplement le chemin tracé en 1976 au congrès d'Anney. « Le syndicalisme c'est bien, mais il lui faut l'indispensable complément politique... » Jeanette Laot et Hubert Lesire-Ogel, ex-membres de la direction de la C.F.D.T., avaient passé le pas peu après le 10 mai et rejoins les cabinets ministériels, peu après suivis par Michel Roland. D'haï 82, dans un ouvrage paru chez Ramsay, il est révélé que, parmi les directeurs de cabinet des divers ministres, 30% sont syndiqués à la C.F.D.T. Parmi les membres de cabinets 21% sont syndiqués à la centrale d'Edmond Maire contre 5% à la C.G.T. Malgré les démentis officiels, la C.F.D.T. est bien investie dans les arcanes ministérielles, consacrant étrangement dans les faits la séparation du politique et du syndical ! Espérons qu'Edmond Maire aura dorénavant la décence de ne plus se référer à la Charte d'Amiens.

Déjà sévèrement touchée aux dernières élections professionnelles comme à celles de la Sécurité sociale, la C.F.D.T. va de nouveau apparaître aux yeux de l'opinion publique comme le syndicat du gouvernement. Le budget d'austérité présenté pour 85 par Delors n'arrangeant rien au tableau. Le préfet Jacques Chérèque fera-t-il remonter la cote de son ex-organisation syndicale ? On peut se le demander, car qu'on le veuille ou non, à travers lui c'est l'idée du syndicalisme qui se déprécie.

Il est vrai que Jacques Chérèque, d'abord O.S. à Pompey, n'a découvert le syndicalisme que quand il était agent de maîtrise et à la C.G.C.... Un nouveau syndicalisme est vraiment nécessaire... mais qui n'épargne ni l'Etat, ni les patrons, ni tout ce qui fait bloc avec !

NI SABRE NI GOUPILLON À L'ÉCOLE

LES gentils laïcs mosellans, réunis mercredi 25 avril à Metz, sous les banderoles blanches ou rouges du P.S., du C.D.A.L., du P.C.F., des syndicats ou de la L.C.R., sont persuadés que le diable, ici, existe.

L'apparition, en début de la manifestation, d'une banderole noire proclamant : « Ni sabre ni goupillon à l'école ! » a mis ces grands démocrates dans une colère « rouge », d'autant que les quelques 150 personnes réunies sous celle-ci n'avaient pas vraiment l'intention d'être bien gentilles avec nos bons gouvernants de gauche.

Voulant profiter de cette journée pour protester contre des écoles au service des curés et des militaires, l'Association de soutien aux objecteurs de conscience (A.S.O.C.), le Comité antimilitariste de Moselle (C.A.M.) et le Groupe antimilitariste de Nancy (G.A.M.I.N.) avaient appelé leurs sympathisants à défiler sous cette banderole. Sont venus tout ceux qui ne se reconnaissent pas dans les slogans des

autres, ainsi que des libertaires, des membres de la Fédération anarchiste et des anars non-organisés avec une banderole en hommage à Francisco Ferrer, créateur d'une école vraiment libre.

Rejeté en queue de manifestation par un service d'ordre aux brassards jaunes (peut-être pour mieux montrer leur appartenance à la grande famille des cocus), les groupe indisciplinés, où se trouvaient de nombreux enseignants, éducateurs et étudiants, a défilé bruyamment, scandant de nombreux slogans comme : « Ni armée ni curé à l'école ! », « Des crayons, pas de canons ! », « Au cul, au cul, aucune école privée ! », « Hernu au Liban, Savary au couvent ! », etc.

Manifestation intéressante et présence remarquée pour tous ceux qui refusent l'ingérence de l'armée et de la religion dans les pratiques éducatives et qui rêvent d'une école vraiment libre.

Pascal Liaison de Nancy

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes de la F.A. — PAGE 3 : En Bref, Editorial, Manifestations du 1^{er} mai — PAGE 4 : Infirmières, Transports et service minimum — PAGE 5 : Lieux de vie, L'Egalité formelle — PAGE 6 ET 7 : Archives — PAGE 8 : Groupe « 79-84 » — PAGE 9 : Informations internationales — PAGE 10 : 1^{er} mai au Brésil, Les 35 h en R.F.A., Les lois indiennes au Brésil — PAGE 11 : Programmes de R.-L., Note de lecture, Disque, Emissions de R.-L., Communiqué de R.-L., Spectacles — PAGE 12 : Trois ans déjà !

TRANSPORTS : LE MAXIMUM POUR UN SERVICE MINIMUM

B IEN que le droit de grève soit inscrit dans le préambule de la Constitution, il est aux dires de nos gouvernants actuels nécessaire d'assurer en cas de grève « la continuité de l'action gouvernementale » ainsi que la « satisfaction des besoins vitaux de la population ». Ainsi le ministre des Transports Fiterman veut-il instaurer des services minimum, dans cette branche industrielle, en cas de conflits sociaux. Les premiers visés sont les contrôleurs de l'espace aérien.

Le droit de grève pour tous ?

Depuis les lois de 1964 et 1971, les personnels de l'aviation civile, contrôleurs aériens, électriciens, ingénieurs, sont privés du droit de grève. Cet arsenal juridique n'a pu cependant empêcher les conflits sociaux de 1970, 1973, 1978, 1979. Les aiguilleurs du ciel recourant, pour obtenir la satisfaction de leurs revendications, aux fameuses grèves du zèle, le respect absolu des règlements entraînant un ralentissement considérable de la circulation aérienne.

Aux actions menées par le personnel, répondait une répression tous azimuts, sous forme de révocations, de conseils de discipline, de déplacements d'office, de sanctions pécuniaires. Et le gouvernement n'hésitait pas à employer l'armée pour briser la grève de 1973. C'était le fameux plan Clément-Marrot ; le résultat : la catastrophe aérienne de Nantes, deux avions se percutant en plein ciel. Ainsi, les militaires qui gèrent déjà « leur espace aérien » étaient incapables de prendre en charge la circulation des vols civils, par

méconnaissance de la langue anglaise ! Rassurez-vous, braves gens, l'Etat a été, des années plus tard, reconnu coupable, c'est-à-dire que les contribuables ont dédommagé les familles des victimes, et ni le ministre des Transports de l'époque ni les autorités militaires n'ont été inquiétés. « Il n'y a que les petits qui se mouillent quand vient l'automne et la pluie. »

En mai 81, le changement pour les contrôleurs ?

Si, dès l'arrivée de Fiterman aux Transports, dans les couloirs ministériels, les mots magiques de « service minimum » courraient, il a fallu attendre avril 1984 pour qu'un projet de loi, déposé par le ministre attérisse à l'Assemblée nationale. Ce projet annulait les lois de 1964 et 1971 et créait à la place un service minimum. Celui-ci devait officiellement immobiliser 20% du personnel, mais priverait, dans les faits, plus de 50% du personnel de l'exercice du droit de grève.

Pour ces raisons, le syndicat autonome des contrôleurs

aériens (S.N.C.T.A.) le refusait et lançait des mouvements de grève et de ralentissement du trafic aérien lors des divers « ponts ». Ces mouvements étaient suivis, dans certains cas, localement, par les syndicats mino-

ricains (S.N.C.T.A.) le refusait et lançait des mouvements de grève et de ralentissement du trafic aérien lors des divers « ponts ». Ces mouvements étaient suivis, dans certains cas, localement, par les syndicats mino-

donner la main à Chirac puisque celui-ci souhaite une réglementation du droit de grève dans les P.T.T. et certains services publics dits vitaux. C'était quand le centenaire du syndicalisme ?

Enfoncer le clou !

La bienveillance de Fiterman risque fort de toucher d'autres secteurs dépendants des transports. Un exemple : la météorologie nationale, où la direction a lancé l'idée d'un « service de sécurité », mais il n'y a que l'emballage qui change. Il faut espérer que là aussi le personnel et les syndicats qui ont refusé de discuter de toute limitation du droit de grève, sauront s'opposer à l'application de ce service minimum, en occupant, par exemple, les stations météo comme en 1982.

L'instauration d'un service minimum obligatoire, d'une limitation législative du droit de grève pour une catégorie de travailleurs est un précédent fâcheux, qui risquerait bien de faire des petits, s'il n'y a pas de mobilisation des travailleurs et de solidarité interprofessionnelle. Quand il s'agit de briser les grèves, les « besoins vitaux de la population » deviennent, en effet, bien vastes, pour les gouvernants quel qu'ils soient.

Jean-Marc
Gr. Fresnes-Antony



ritaires C.G.T., C.F.D.T., F.O. Des méchantes langues parlent à cette occasion d'une alliance conjoncturelle de la C.G.T. et de la direction pour casser le syndicat autonome...

Service minimum ou maximum ?

Il est facile de constater que ce service minimum vide l'exer-

départ ou à la destination de la France, la quasi totalité des vols avec la Corse et les D.O.M.-T.O.M., la totalité des liaisons européennes avec Starsbourg, la sauvegarde et le maintien des installations techniques par les électriciens.

Ainsi, le personnel qui pourra faire grève, le fera sans gêner personne. Fiterman peut

GRÈVE DES INFIRMIÈRES

TOUT ce qui vient actuellement du secteur hospitalier, mouvements sociaux ou autres, est considéré avec suspicion, tant il est de notoriété publique que l'opposition actuelle y trouve des troupes. C'est pourquoi la grève nationale des infirmières, le 24 avril dernier, a-t-elle été accueillie diversement. Pourtant c'est, plus que la qualification professionnelle, la base légale de la profession d'infirmière qui n'existe plus, suite à un arrêt du conseil d'Etat.

C'est à la demande du Syndicat national des médecins biologistes des laboratoires privés que le conseil d'Etat a annulé le décret du 12 mai 1981, fixant les compétences des infirmières. Le pouvoir médical se trouve ainsi renforcé, sans oublier le profit des médecins du secteur privé.

Les syndicats C.F.D.T. et C.G.T. principalement mènent le combat pour que la déqualification des personnels infirmiers n'aille pas en empirant. Mais le gouvernement de gauche ne cesse de reculer face aux pressions du lobby médical. « Infirmière : une profession en danger », titrait un tract syndical, « la faute à qui ? » pourraient demander les travailleurs de la santé. La gauche au pouvoir ne peut-elle leur assurer la seule reconnaissance légale ? Affaire à suivre !

F. Bernard



Manifestation des infirmières et infirmiers à Paris.

LE GOUFFRE FINANCIER DE PANTIN

EN ce mois d'avril 1984, les 45 000 habitants de Pantin (Seine-Saint-Denis) n'auront jamais autant entendu parler de leur commune (1). Suite à leur enquête, les commissaires aux comptes de la S.E.M.I.P. (2), pour l'exercice 1983, ont adressé une plainte au procureur de la République pour les raisons suivantes :

- lourd déficit financier de la S.E.M.I.P. (76 millions de francs) ;
- ville de Pantin garante de ce déficit final ;
- importance de ce dernier tel qu'on puisse redouter que la ville de Pantin soit dans l'impossibilité de faire face rapidement aux besoins de la trésorerie ;
- situation pouvant conduire à très court terme au dépôt de bilan.

A l'heure où j'écris cet article, Jacques Isabet, maire de Pantin, se refuse à communiquer le rapport des commissaires aux comptes aux élus (3) bien que l'affaire sera rendue publique le 30 avril 1984 par le Tribunal de commerce qui se prononcera sur l'éventuelle mise en liquidation de la dite société. D'où vient ce gouffre financier ?

Des chiffres...

Mille neuf cent soixante seize : construction d'une tour de 22 étages, logeant des bureaux, en bordure du périphérique. Celle-ci restera vide jusqu'au début des années 1980 et il se-

ra fortement question de la détruire pour échapper aux frais d'entretien. Alors, pour remplir les caisses, la municipalité donnera dans le logement et construira, toujours en bordure du périphérique, une série d'H.L.M. qui, eux au moins se rempliront.

C'est à cette époque que la municipalité se lance dans un des projets les plus ambitieux : construire dans le même quartier 295 logements en briques rouges pour les cas sociaux et un complexe de grand standing en accession à la propriété nommé « Copacabana » (4).

...et des votes

Sans crier gare, le 19 octobre 1981, le Conseil municipal de Pantin décide d'annuler le projet « Copacabana ». Que s'est-il passé ?

Le 26 avril 1981, lors du premier tour des présidentielles, les Pantinois — pour la première fois — votent en majorité socialiste et non communiste ; le phénomène se reproduit lors des élections du 14 juin 1981 quand le député communiste doit céder son siège aux socialistes. Le P.C.F. local, à juste titre, voit le vent tourner et il serait mal venu de peupler la résidence Copacabana de 300 individus qui eux, vu le standing de l'édifice, n'auraient pas voté pour les amis de Marchais. En effet, Jacques Isabet, tête de liste P.C.F., aura fait un grand « Ouf » au lendemain

du 6 mars 1983 où il ne bat le candidat du R.P.R. que de 14 voix.

Une fois la mairie sauvée, il fallut rendre des comptes car, s'il est facile de stopper tout projet, l'entrepreneur se fait payer, manque à gagner inclus. Comme d'habitude, les contribuables feront les frais du jeu politique. Cette plaisanterie dure en réalité depuis 1976 où la S.E.M.I.P. s'embourbe de plus en plus dans de foireuses transactions immobilières allant jusqu'à racheter des terrains au double de leur valeur.

Par conférence de presse télévisée, tracts et affiches, le maire de Pantin dénonce cette affaire. Pour lui, ce n'est qu'une honteuse calomnie et une provocation politique.

Pour les anarchistes locaux, cette affaire nous conforte dans notre volonté de lutter à tous les niveaux contre la politique politicienne.

Le 30 avril 1984, le Tribunal de commerce se prononcera, donc affaire à suivre...

Max
Gr. de Bobigny

(1) Informations recueillies dans *Libération* des 17 et 18 avril, *La Voix de l'Est* (organe local du P.C.F.) du 20 avril, affiches et tracts municipaux.

(2) S.E.M.I.P. : Société mixte de construction et de rénovation de Pantin, concurrente municipale de l'O.P.H.L.M.

(3) 14 élus P.C.F., 13 P.S., 7 R.P.R./U.D.F., et 2 indépendants.

(4) Résidence dont le prix au mètre carré était de 10 000 F alors qu'à Pantin, il est habituellement de 6 000 F au maximum. Appartement vendu sur plan.

L'ÉGALITÉ FORMELLE DANS LA DÉMOCRATIE

CHACUN sait que toute véritable démocratie se réfère à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789, dont l'article premier stipule que les hommes « naissent et demeurent libres et égaux en droits », et que la critique socialiste de ce système, considéré dans sa conception étroitement libérale, dénonce le caractère purment formel de cette référence. De fait, quelle personne de bon foi oserait affirmer que sous la démocratie, l'égalité en droit existe réellement dans la vie civile et même que l'égalité politique est autre chose qu'une pure fiction ? Mais peut-on dire qu'au moins, la démocratie respecte les formes de l'égalité ?

On sait assez qu'elle ne les respecte guère à l'égard des étrangers, surtout s'ils sont dépourvus de toute propriété et si de surcroît leur apparence physique n'est pas celle de la population indigène. Il est bien rare que ces hommes-là, bien qu'ils soient nés libres et égaux en droits aux citoyens, bénéficient des mêmes égards que ceux-ci, tant aux yeux des simples particuliers qu'à ceux des détenteurs d'une parcelle de l'autorité publique. Mais si les nationaux eux-mêmes, sont-ils sous ce rapport tous traités de la même façon ?

Plus égaux que les autres ?

Si tous sont égaux en principe, certains, en fait, sont, com-

me dirait Coluche : « plus égaux que les autres ». Ce sont tous ceux qui attendent de leur concitoyens, et obtiennent d'eux effectivement, des marques extérieures de respect ; non, certes, parce qu'ils ont fait la preuve d'une grande élévation mo-

En effet, ce n'est pas seulement à ceux qui sont d'une manière quelconque des dirigeants qu'elle accorde le bénéfice de l'inégalité dans les formes, mais encore à des catégories entières de citoyens. D'une manière générale, plus une profession est

souscrire un engagement dans l'armée ou d'y faire carrière, d'entrer dans la police ou dans tel corps spécial « de sécurité », ou de devenir membres du personnel de l'administration pénitentiaire, périssent de mort violente dans l'exercice de leurs fonctions, ils deviennent instantanément des héros nationaux, « victimes du devoir ». On organise en leur honneur une cérémonie officielle, avec participation de leur ministre, et même du Premier ministre ou du président de la République. Le peuple entier est immédiatement informé des circonstances de leur mort, tous et chacun est incité à s'émouvoir au spectacle affligeant des familles en deuil. Point n'est besoin que les victimes soient nombreuses. Une seule peut suffire, le cas échéant. Il n'est pas nécessaire non plus que les circonstances de leur mort soient extraordinaires. Il suffit que celle-ci se soit produite tandis qu'ils accomplissaient leur « mission » d'agents de la violence d'Etat.

En revanche, si des ouvriers du bâtiment se tuent en tombant d'un échafaudage, si des travailleurs d'usine sont brûlés par un jet d'acide, mutilés ou broyés par une machine, si quelques mineurs périssent étouffés par un éboulement, si des cheminots sont écrasés par un train ou si des pêcheurs disparaissent dans une tempête, il n'en résulte guère, dans le meilleur des cas, qu'une brève mention à la rubrique des faits divers. Pour qu'un accident du travail pren-

ne les dimensions d'une catastrophe nationale, il faut que le nombre des victimes soit très élevé. Seul le caractère extraordinaire des circonstances est susceptible de donner, aux yeux des autorités, des journalistes et de l'opinion publique une certaine importance à la mort de citoyens ou de nationaux qui ne sont que des producteurs de la richesse sociale.

Il est évident bien sûr, que s'il fallait considérer tout accident mortel du travail comme un drame national, nous passerions notre temps à assister à des cérémonies funèbres. En outre, les familles des victimes se moquent bien de la compassion des autorités, des discours creux des politiciens, et elles détestent l'odieuse insensibilité des journalistes toujours à l'affût de nouvelles sensationnelles autant que la curiosité morbide du public qui se délecte au spectacle de la mort et de la souffrance d'autrui. Mais puisqu'on ne peut pas honorer décemment tous ceux qui meurent en exécutant leur tâche professionnelle, qu'au moins l'on s'abstienne d'élever au rang de héros du peuple des gens qui appartiennent à des catégories parasitaires de citoyens !

Cela permettrait aux démocrates sincères, s'il y en a, de disposer d'un argument pour tenter de prouver que la démocratie instaure entre les nationaux d'un même pays une égalité formelle, à défaut d'égalité réelle.

Gilles Gauvain



Les obsèques de la femme policier tuée près de l'ambassade de Libye à Londres.

rale, mais simplement parce qu'ils exercent des fonctions de direction, soit dans la politique, soit dans l'administration, soit dans les activités économiques. Cependant, il paraît que ces actes de déférence ne s'adressent pas aux individus, mais aux fonctions qu'ils exercent. A supposer même que nous puissions être sensible à un pareil argument en faveur de l'inégalité dans les formes — ce qui n'est pas le cas — cela ne suffirait pas pour que la démocratie trouve grâce à nos yeux.

pacifique et créatrice, moins ses membres sont respectés par les agents de l'autorité publique, les organes de l'information de masse et l'opinion nationale. A l'inverse, plus une activité sociale est violente par sa nature et stérile par ses effets, plus grande est la considération dont jouissent ceux qui l'exercent.

Les « héros » et les autres

S'il arrive, par exemple, que des individus qui ont choisi de

LORS de ce que l'on a appelé l'affaire du Coral, on avait abondamment parlé des lieux de vie. Cette lutte que nous avons soutenue activement avait été pour nous l'occasion d'échanges d'idées, d'affinités nouvelles, notamment avec nos compagnons du lieu de vie La Noria (1). Nous leur avons demandé de faire le point sur les lieux de vie et sur le leur en particulier ; celui-ci est en effet menacé sérieusement par la D.D.A.S.S.

LIEUX DE VIE : OÙ EN EST-ON AUJOURD'HUI ?

- Groupe Albert Camus : Comment définissez-vous votre lieu de vie et, par là-même, quel est le sens de votre lutte ?
- La Noria : Nous avons créé notre lieu de vie en 1981, et avons aussitôt rejoint le Collectif Réseau Alternative (C.R.A.) qui regroupait alors une trentaine de lieux de vie.
- Lieux d'envies, de désirs, de tentatives, nous accueillons enfants, adolescents, adultes en difficultés et luttons en tant qu'alternative aux enfermements psychiatriques et institutionnels.
- Gr. Albert-Camus : De quelle façon fonctionnez-vous ?
- La Noria : Notre fonctionnement se veut autogestionnaire : mise en commun des rentrées d'argent et utilisation par tous, prises de décisions à l'unanimité. Nous avons toujours lutté contre

une possible institutionnalisation de notre expérience : autres activités que l'accueil, refus d'agrément, ouverture sur l'extérieur.

— Gr. Albert-Camus : Depuis l'affaire du Coral, que s'est-il passé ?

— La Noria : En octobre 82, éclate ce que les médias ont nommé l'affaire du Coral ; la répression s'abat sur les individus partie prenante d'une tentative libertaire qui prend de l'essor (les Etats-Généraux du C.R.A., en février 82, ont connu un certain succès).

En janvier 83, sort la circulaire ministérielle de Georgina Dufoix qui, contrairement à ses engagements, veut récupérer, dénaturer et enfermer les lieux de vie dans des statuts qui ne correspondent en rien à la réalité et à l'autonomie de chacun.

— Gr. Albert-Camus : Depuis, des lieux de vie ont fermé, d'autres ont accepté l'agrément par la D.D.A.S.S. ; pour vous, c'est différent, vous avez choisi de résister et de continuer la lutte avec quelques problèmes n'est-ce pas ?

— La Noria : En Ariège, les lieux de vie du C.R.A. sont réprimés, décimés par la D.D.A.S.S. du département qui refuse politiquement toute expérience originale qui lui échappe. Ainsi, depuis février 83, Annabel, 13 ans, confiée par la D.D.A.S.S. de Nantes (Loire-Atlantique) est menacée d'être retirée de notre lieu de vie, au risque de se retrouver en hôpital psychiatrique.

— Annabel, qui est-ce ?

— La Noria : Annabel est étiquetée « psychotique ». Elle vit chez nous et à l'extérieur, chez des copains proches et, à l'occasion des activités, dans un centre social. Elle semble se passer très bien de neuroleptiques et autres camisoles chimiques.

— Gr. Albert-Camus : Où en êtes-vous vis-à-vis de la D.D.A.S.S. ?

— La Noria : Actuellement, le délai de « rapatriement » est reporté au 1^{er} mai 1984. Le recul de la D.D.A.S.S. provient d'une lutte que nous avons engagée en relation avec le collectif (C.R.A.), parfois en décalage car dans certains départements, il n'y a pas de répression, les parents, les travailleurs sociaux de la D.D.A.S.S. de Nantes et des comités de soutien éducateurs, militants libertaires, individuels).

Nous avons rédigé un bulletin (en mai 83, intitulé *Lieux de vies*), un tract, une pétition et une information auprès de plusieurs journaux et du public. Nous envisageons différentes actions si une négociation n'aboutit pas rapidement, permettant aux lieux de vie de pouvoir fonctionner en Ariège et ailleurs.

— Gr. Albert-Camus : Quelles sont donc vos revendications immédiates ?

— La Noria : A un moment où s'essouffle notre mouvement, divisé dans des réalités si différentes (difficultés ou non), il nous semble important de préciser les revendications suivantes :

- respect de l'autonomie de chaque lieu de vie et contrôle exercé sous forme d'échanges avec le travailleur social chargé du suivi de la personne placée dans le lieu ;

- respect du choix pour chaque individu (accueilli comme accueillant) de se choisir et de choisir son lieu.

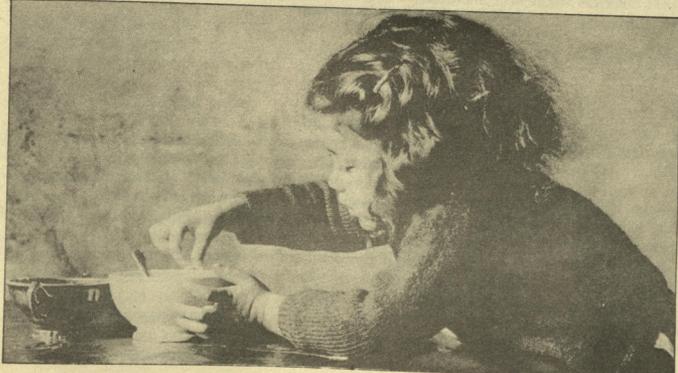
— Gr. Albert-Camus : Comment pouvez-vous contacter et vous aider ?

— La Noria : Pour nous, en Ariège, nous sommes prêts à fournir toute information aux personnes sensibilisées : émission de radio, articles, débats.

Annabel, comme tous les enfants, doit pouvoir continuer à vivre ses propres choix, indépendamment ou en relation avec les nôtres.

Propos recueillis par le groupe Albert-Camus de Toulouse

(1) « La Noria », Lieu de vie, Illartien, 09800 Castillon. Tél. (16.61) 96.80.57.



« **C**OMME tous les anarchistes », écrit Fabbri (1), « Malatesta était l'ennemi de la guerre, du nationalisme, et du militarisme. » Sur ces questions, on peut dire qu'il partageait le point de vue de la majorité des compagnons. « Anarchiste exemplaire », face aux guerres et aux crimes du militarisme, il sut assumer, en toute circonstance, une position ferme qui lui permit de rester fidèle aux principes internationalistes, notamment au cours du premier conflit mondial.

Mais au-delà des limites indiscutables de l'homme, l'attitude cohérente de Malatesta n'est pas due au hasard. Et bien que sa pensée ne puisse pas être résumée par des formules dogmatiques toutes faites, dans ce domaine aussi ses enseignements ne nous fournissent pas moins des indications précieuses et éclaircissantes pour notre propagande actuelle.

Contre la guerre, contre la paix, pour la révolution sociale.

Malatesta considérait la guerre comme étant en soi « mauvaise » et comme un facteur direct de régression et d'abrutissement pour l'humanité entière. Sa lutte contre la guerre, contre toutes les guerres, est d'abord menée au nom des principes d'altruisme et de solidarité qui doivent unir les individus. Jamais, cependant, ce refus viscéral de la force brutale pour régler les conflits entre les peuples ne fit de lui un « pacifiste ». Et son discours, bien qu'étant profondément humaniste — et plus encore humain tout court — n'est dissocié en aucun cas de l'affirmation de la nécessité de la lutte — même violente —, de la « guerre sainte » pour se libérer de l'oppression, en bref de la révolution sociale.

Sa position est aux antipodes autant de celles des pacifistes à la Tolstoï que de l'antimilitarisme absorbant et exclusif de certains militants pour qui ce thème de propagande devenait un but en soi, une finalité qui leur faisait perdre de vue le projet révolutionnaire d'ensemble.

« Nous sommes pour la paix », estimait-il, « mais à condition qu'il y ait justice. Tant qu'il y aura un privilégié qui appuiera ses privilèges sur la force brutale, que les hommes de guerre se le tiennent pour dit, nous ne ferons pas la paix » (2).

Pour la patrie universelle

Refusant de cautionner la guerre, quelles que soient les justifications dont elle se pare, Malatesta s'attaque tout particulièrement aux idéologies — et notamment à la notion de patriotisme — dont les gouvernements se servent pour faire accepter la guerre aux masses.

Cela ne veut pas dire qu'il dénie toute valeur au patriotisme, à ce qu'il appelle « l'amour du lieu natal », sentiment qu'il estime « naturel et bénéfique » quand il sert à attiser une révolte ou à combattre une oppression. Mais même lorsqu'il est envisagé sous cet angle, le patriotisme ne représente pas moins à ses yeux, un sentiment inférieur auquel la civilisation devra substituer le sentiment plus large de fraternité humaine et de patrie universelle.

Malgré l'attachement qu'il portait à son pays, Malatesta se fit toujours porteur d'un idéal cosmopolite (terme qu'il préférait à celui d'internationaliste) par lequel les différences nationales seraient dépassées par une vaste communauté, celle du genre humain. En s'appuyant sur ce sentiment cosmopolite, il affirmait que « pour nous, il n'y a pas d'étrangers. Quels que soient leur lieu de naissance, leur origine ethnique, la langue qu'ils parlent, nous voulons que tous les hommes se considèrent comme frères et qu'ils se regroupent librement et coopèrent ensemble pour le plus grand bien-être, la plus grande liberté et une plus grande civilisation pour tous (...). Et si d'étrangers on veut parler, alors pour nous l'étranger n'est pas celui qui est né au-delà d'une frontière et qui parle une langue différente, ou qui a la peau d'une couleur différente, l'étranger, l'ennemi, c'est l'opresseur, c'est l'explo-

teur, c'est quiconque, dans n'importe quel pays, qui soumet un autre homme » (3).

Guerres de libération nationale et socialisme

Fidèle à son esprit ouvert et pragmatique, Malatesta ne restait pas pour autant insensible au but des guerres (même à caractère national) quand celles-ci servaient à libérer un peuple d'une oppression étrangère. Dans ces occasions, sans prendre ouvertement parti pour l'un ou pour l'autre des camps en présence, il n'en sympathisait pas moins avec ceux qui luttèrent pour leur liberté, et notamment lorsqu'il s'agissait de peuples colonisés ou en voie de colonisation.

Ainsi en 1882, il soutint les Egyptiens en révolte ; et en 1912, à l'occasion de l'aventure coloniale italienne en Libye, il prit même fait et cause pour les populations arabes insurgées.

Mais à cette adhésion de principe à la lutte de libération des peuples opprimés ne signifiait pas pour lui une adhésion à la lutte des Etats entre eux. Au contraire, il mit toujours en garde les autres compagnons contre le danger de se voir enrôlés (sous couvert de la « défense de la démocratie » ou de la « liberté des peuples ») sous la bannière des différentes bourgeoisies nationales.

En 1897 par exemple, il refusa, à l'occasion de la guerre en Grèce, de cautionner ceux des « révolutionnaires » ou des « libertaires » qui allaient se battre pour le monarque grec contre l'« absolutisme » turc.

La position de Malatesta sur cette question demeura donc assez nuancée. De toute manière, il s'agissait là, pour lui, d'une forme de lutte qui ne pouvait pas modifier la condition des classes ouvrières et que les anarchistes n'avaient pas à

bituer à considérer la guerre comme une condition indispensable, ou même seulement utile, à une insurrection populaire. Parmi les cas de figures possibles pour réaliser une insurrection, celui d'une guerre déjà commencée (ou simplement attendue) est sans doute le pire que l'on puisse imaginer » (5).

Il n'était pas réaliste, pour lui, d'attendre la déclaration de guerre pour réaliser une insurrection ou pour lancer des mots d'ordre insurrectionnels. Sachant que la meilleure manière pour prévenir les guerres de la bourgeoisie était encore celle de faire la guerre à la bourgeoisie, il proposait que l'on travaillât tout de suite en vue de l'insurrection. C'est d'ailleurs ce qu'il tâcha de réaliser à l'occasion des émeutes de la « semaine rouge » d'Ancone en juin 1914.

Et si une guerre entre Etats venait à éclater malgré les efforts des anarchistes et des autres forces révolutionnaires, le devoir des compagnons ne serait pas, pour Malatesta, de s'en accommoder ou de choisir l'un des camps en présence au nom du moindre mal, mais de réveiller la conscience internationaliste du prolétariat et faire en sorte qu'il puisse « profiter des événements ». « En toute circonstance », écrivait-il, « c'est le devoir des socialistes, et tout particulièrement des anarchistes, de faire tout leur possible pour affaiblir l'Etat et les classes capitalistes et de prendre comme unique critère de conduite les intérêts du socialisme, ou tout au moins, si les forces matérielles pour agir efficacement pour notre cause font défaut, il faut refuser toute aide volontaire à la cause de l'ennemi, et se tenir à l'écart, pour sauver l'avenir » (6). Et ce sont ces mêmes positions que Malatesta défendit au sein du mouvement pour s'opposer à la marée montante du chauvinisme, lorsque la Première Guerre mondiale éclata.

Gaetano
Gr. du XV^e

Guerre et révolution

Une autre particularité de Malatesta fut de savoir prendre ses distances avec ceux qui voyaient dans la guerre, comme les hervéistes en France, une condition favorable, sinon propice, à la révolution. « Il ne faut pas », écrivait-il en 1913 dans *Le Mouvement anarchiste*, « s'ha-

(1) Malatesta de L. Fabbri, Naples, 1951, p. 157.
(2) *Notre politique étrangère*, « Volonta », Ancone, 7/3/1914, (in *Scritti antimilitaristi*, 1982, p. 42).
(3) *ibid.*, p. 39.
(4) *Trento e Trieste*, « Volonta », 16/5/1914, (in *Scritti antimilitaristi*, p. 43).
(5) *Face à l'invasion*, « Le Réveil », Genève, 1/5/1918, (in *Scritti antimilitaristi*, p. 70).

MALATESTA ET LA GUERRE

SON ATTITUDE AU COURS DE LA PÉRIODE 1911-1918

1911-1912

L'Italie en guerre avec la Turquie en profite pour occuper la Libye. En avril 1912, Malatesta publie à Londres un numéro unique du journal *La Guerra tripolina*, dans lequel, après avoir analysé les prétextes invoqués par le gouvernement italien pour masquer une « guerre de rapine », il termine en affirmant : « Pour l'honneur de l'Italie, nous espérons que le peuple italien ressaisi sache imposer au gouvernement de se retirer d'Afrique et, sinon, espérons que les Arabes arrivent à le chasser ».

1912-1913 : guerre des Balkans

En janvier 1913, après son retour en Italie, Malatesta publie à Ancone l'hebdomadaire *Volonta* qui d'abord mène campagne pour la libération d'Augusto Masetti (1), puis contre les compagnies disciplinaires.

Juin 1914

Après l'échec des émeutes de la « Semaine rouge », Malatesta est obligé de s'expatrier à nouveau pour échapper à la répression. Il se rend d'abord à Genève où il

rencontre Bertoni qui lui fait part de ses appréhensions sur les idées émises par Kropotkine à propos des menaces de guerre européenne. Malatesta décide alors de prendre en compte les arguments avancés par l'anarchiste russe pour y répondre. Puis il se rend à Paris où il s'entretient avec Cornelissen, Grave et Rosmer. Enfin, il arrive à Londres au moment de l'attentat de Sarajevo.





Août 1914

Dès le début des hostilités entre l'Entente et les Empires centraux, plusieurs personnalités connues du mouvement anarchiste français et international, dont Kropotkine, Grave et Malato, prennent parti pour les démocraties occidentales (France, Angleterre) pour s'opposer au succès du militarisme allemand. Malatesta rend visite à Kropotkine, à Brighton. Malgré une franche explication entre les deux hommes, aucun des deux ne parvient à convaincre l'autre.

Octobre 1914

Après une période de silence forcé, Malatesta écrit à Luigi Molinari : « Si cette lettre te parvient, profite de la première occasion pour faire savoir que mon silence était dû à des questions personnelles, et non à des hésitations pour condamner absolument la guerre et toute participation de la part de ceux qui se disent anarchistes ».

Novembre 1914

Malatesta publie dans *Freedom* l'article *Les anarchistes ont oublié leurs principes*, dans lequel il reconnaît : « Au risque de passer pour un simple, j'avoue n'avoir jamais cru possible que des socialistes — fussent-ils sociaux-démocrates — auraient applaudi et participé volontairement à une guerre comme celle qui ravage l'Europe ». Et en répondant à ceux qui prenaient prétexte de l'adhésion à l'Union sacrée de quelques militants pour parler de « faillite des formules anarchistes » face à la guerre, il écrit : « La faillite n'est pas due à l'insuffisance des formules, mais au fait qu'elles ont été oubliées et trahies : revenons donc à nos principes ! ».

Décembre 1914

En réponse à un article de Kropotkine, Malatesta publie, dans *Freedom*, une lettre sur l'antimilitarisme : « Quand Kropotkine affirme qu'un antimilitariste doit toujours être prêt, en cas de conflit, à prendre les armes pour défendre le pays envahi, on dirait qu'il oublie les antagonismes de classe, la nécessité de l'émancipation économique et tous les enseignements anarchistes (...). Il est très douloureux, pour moi, de m'opposer à un vieux camarade comme Kropotkine qui a tant donné à la cause de l'anarchie. Mais, à plus forte raison, à cause de l'estime et de l'amour que nous lui portons, il est nécessaire de faire savoir que nous ne le suivons pas dans ses divagations sur la guerre ».

Février 1915

Parution, en anglais, en français et en allemand, d'un *Manifeste international anarchiste contre la guerre*, parmi les signataires duquel on trouve, à côté du nom de Malatesta, ceux de Berckman, Goldman, Bertoni, Nieuwenhuis et Shapiro, entre autres.

Mai 1915

Dans le *Réveil* de Genève, Malatesta commente ainsi l'entrée en guerre de l'Italie : « On est étonné et humilié de voir avec quelle facilité les masses peuvent être trompées par les mensonges les plus grossiers ».

Mars 1916

Parution du manifeste dit « des Seize » dans *La Bataille syndicaliste*. Initialement signé par quinze personnalités du mouvement anarchiste ralliées à la politique d'Union sacrée, ce manifeste mettait en garde l'opinion publique contre une paix prématurée avant la défaite complète de l'Allemagne. Sa rédaction suscita des réactions immédiates et très vives parmi les anarchistes restés fidèles à l'internationalisme.

Avril 1916

Publication, à Londres, d'une proposition intitulée *Déclaration anarchiste* par le groupe anarchiste international et réponse de Malatesta au Manifeste des Seize dans *Freedom* par un article intitulé : *Anarchistes de gouvernement*. Ce texte (que nous reproduisons ci-dessous) traduit en français fut répandu clandestinement en France sous forme de brochure.

1916-1918

Bien qu'isolé, Malatesta n'en demeure pas moins un farouche adversaire de la guerre. Mais déjà, son attention et son activité sont accaparées par les événements révolutionnaires qui pointent à l'horizon. Ainsi, quand, en février 1917, la révolution éclate en Russie, Malatesta manifeste le désir de s'y rendre, mais le passeport nécessaire lui est refusé. Pire encore, la surveillance autour de sa personne s'accroît et l'action conjuguée des gouvernements anglais et italien lui interdit de rejoindre le continent avant la fin du conflit mondial. Ce n'est qu'au début de 1919 qu'enfin il peut clandestinement rejoindre une Italie en pleine effervescence révolutionnaire pour y poursuivre la lutte que la guerre avait interrompue.

(1) Militant libertaire qui, le jour au départ de sa compagnie pour l'Afrique, tira sur ses officiers en criant : « Vive l'anarchie ! A bas la guerre ! ».

Chronologie établie d'après l'ouvrage de Max Nettlau : *Materials on Malatesta's attitude during the war period 1911-1914, L'Adunata del refrattari*, 5 novembre 1938. Cf aussi : Errico Malatesta, *Scritti antimilitaristi*, Milan, 1982.

RÉPONSE DE MALATESTA AU « MANIFESTE DES SEIZE »

Un manifeste vient d'être lancé, signé par Kropotkine, Grave, Malato et une douzaine d'autres vieux camarades, dans lequel, faisant écho aux soutiens des gouvernements de l'Entente qui demandent une lutte jusqu'au bout et l'écrasement de l'Allemagne, ils s'élèvent contre toute idée de paix prématurée.

La presse capitaliste publie, avec une satisfaction naturelle, des extraits de ce manifeste et déclare qu'il est l'œuvre des « leaders du mouvement anarchiste international ».

Les anarchistes, qui presque tous, sont restés fidèles à leurs convictions, se doivent à eux-mêmes de protester contre cette tentative d'impliquer l'anarchisme dans la continuation d'un féroce massacre qui n'a jamais tenu la promesse d'un bénéfice quelconque pour la cause de la Justice et de la Liberté et qui se montre maintenant, de lui-même, comme devant être absolument dépourvu de tout résultat, même du point de vue des dirigeants des deux camps.

La bonne foi et les bonnes intentions de ceux qui ont signé le manifeste sont au-delà de toute question. Mais si pénible qu'il soit d'être en désaccord avec de vieux amis qui ont rendu tant de services à ce qui, dans le passé, était notre cause commune, la sincérité et l'intérêt de notre mouvement d'émancipation nous font un devoir de nous dissocier de camarades qui se croient capables de réconcilier les idées anarchistes et la collaboration avec les gouvernements et les classes capitalistes de certaines nations dans leur lutte contre

les capitalistes et les gouvernements de certaines autres nations.

Durant la présente guerre nous avons vu des républicains se mettre au service des rois, des socialistes faire cause commune avec la classe dirigeante, des travaillistes servir les intérêts des capitalistes ; mais en réalité tous ces hommes sont, à des degrés divers, des conservateurs croyant à la mission de l'Etat, et leur hésitation peut se comprendre quand le seul remède dont on dispose réside dans la destruction de toute chaîne gouvernementale et le déchaînement de la révolution sociale. Mais une telle hésitation est incompréhensible de la part d'anarchistes.

Nous estimons que l'Etat est incapable de bien. Dans le domaine international aussi bien que dans celui des rapports individuels il ne peut combattre l'agression qu'en se faisant lui-même agresseur ; il ne peut empêcher le crime qu'en organisant et commettant toujours un plus grand crime.

Même en supposant — ce qui est loin d'être la vérité — que l'Allemagne porte seule la responsabilité de la guerre présente, il est prouvé que, aussi longtemps qu'on s'en tient aux méthodes gouvernementales, on ne peut résister à l'Allemagne qu'en supprimant toute liberté et en revivifiant la puissance de toutes les forces de réaction. La révolution populaire exceptée, il n'y a pas d'autre façon de résister à la menace d'une armée disciplinée que d'essayer d'avoir une armée plus forte et plus disciplinée, de sorte que les antimilitaristes les plus résolus, s'ils ne sont pas anar-

chistes et craignent la destruction de l'Etat, sont inévitablement conduits à devenir d'ardents militaristes.

En fait, dans l'espoir problématique de détruire le militarisme prussien, ils ont renoncé à toutes les traditions de liberté ; ils ont prussianisé l'Angleterre et la France ; ils se sont soumis au tsarisme ; ils ont restauré le prestige du trône branlant d'Italie.

Les anarchistes peuvent-ils accepter cet état de choses un seul instant sans renoncer à tout droit de s'appeler anarchistes ? Pour moi, même la domination étrangère subie de force et conduisant à la révolte est préférable à l'oppression intérieure volontairement acceptée — presque avec gratitude —, dans la croyance que, par ce moyen, nous serons préservés d'un plus grand mal.

Il est tout à fait vain de dire qu'il s'agit de circonstances exceptionnelles et qu'après avoir contribué à la victoire de l'Entente dans « cette guerre » nous retournerons chacun dans notre propre camp et lutterons pour notre propre idéal.

S'il est nécessaire aujourd'hui de travailler en harmonie avec le gouvernement et les capitalistes pour nous défendre nous-mêmes contre la menace allemande, cela sera nécessaire après, aussi bien que durant la guerre.

Si grande que puisse être la défaite de l'armée allemande — s'il est vrai qu'elle sera battue — il ne sera jamais possible d'empêcher les patriotes allemands de penser à une revanche et de la préparer ; et les patriotes des autres pays, très raisonnablement, de leur

point de vue, voudront eux-mêmes se tenir prêts de façon à n'être pas surpris par une attaque. Cela signifie que le militarisme prussien deviendra une institution permanente et régulière dans tous les pays.

Que diront alors ces anarchistes qui veulent aujourd'hui la victoire d'un des groupes de belligérants ? Recommanderont-ils à prêcher le désarmement, le refus du service militaire et le sabotage de la défense nationale, pour redevenir, à la première menace de guerre, les sergents recruteurs des gouvernements qu'ils auront tenté de désarmer et de paralyser ?

On dira que ces choses prendront fin quand les Allemands se seront débarrassés de leurs tyrans et auront cessé d'être une menace pour l'Europe en détruisant le militarisme chez eux. Mais s'il en est ainsi, les Allemands qui pensent avec raison que la domination anglaise et française (pour ne rien dire de la Russie tsariste), ne serait pas plus agréable aux Allemands que la domination allemande ne le serait aux Français et aux Anglais, voudront d'abord attendre que les Russes et les autres aient détruit leur propre militarisme et, en attendant, ils contribueront à accroître l'armée de leur pays.

Et alors combien de temps la Révolution sera-t-elle différée ? Combien de temps l'anarchie ? Devons-nous toujours attendre que les autres commencent ?

La ligne de conduite des anarchistes est clairement tracée par la logique même de leurs aspirations.

La guerre aurait dû être empêchée par la Révolution, ou au moins en inspirant aux gouvernements la peur de la Révolution. La force ou l'audace nécessaire a manqué.

La paix doit être imposée par la Révolution ou, au moins, par la menace de la faire. Jusqu'à présent, la force ou la volonté fait défaut.

Eh bien ! il n'y a qu'un remède ; faire mieux à l'avenir. Plus que jamais nous devons éviter les compromis, creuser le fossé entre les capitalistes et les serfs du salariat, entre les gouvernements et les gouvernés ; prêcher l'expropriation de la propriété individuelle et la destruction des Etats, comme les seuls moyens de garantir la fraternité entre les peuples et la justice et la liberté pour tous ; et nous devons nous préparer à accomplir ces choses.

En attendant, il me semble qu'il est criminel de faire quoi que ce soit qui tende à prolonger la guerre, ce massacre d'hommes, qui détruit la richesse collective et paralyse toute reprise de la lutte pour l'émancipation. Il me semble que prêcher « la guerre jusqu'au bout » c'est faire réellement le jeu des dirigeants allemands qui trompent leur peuple et l'excitent au combat en le persuadant que leurs adversaires veulent écraser et asservir le peuple allemand.

Aujourd'hui, comme toujours, ceci soit notre devise : « A bas les capitalistes et les gouvernements, tous les capitalistes et tous les gouvernements ».

Vivent les peuples, tous les peuples !

Errico Malatesta

L A semaine dernière, nous avons donné la parole à un militant syndicaliste C.F.D.T. de Lorraine. Comme annoncé, tant d'interviews faits avec des syndiqués et de nous reproduisons ici des interviews de syndiqués et de non-syndiqués qui se retrouvent sur des actions précises hors des structures syndicales. La presse s'est emparée de leur combat, les présentant comme des « casseurs », sans autres perspectives que structurant comme des « casseurs », sans autres perspectives que troubler l'ordre établi. Il serait plus juste de dire qu'ils tentent de rétablir un degré de riposte que semblent oublier les crétement de rétablir un degré de riposte que semblent oublier les confédérations syndicales, occupées à comptabiliser les timbres et les cotisations. Les interviews ont été effectuées à Paris, le 13 avril, et la semaine suivante, à Longwy.

J.-P. G.

LORRAINE : INTERVIEW DU GROUPE « 79-84, MÊME COMBAT »

— *Le Monde libertaire* : Est-ce que tu penses que cette manifestation (13 avril) va débloquent les problèmes par rapport au gouvernement ?

— « 79-84, même combat » : Pas du tout ! Pas du tout !

— *Le M.L.* : Qu'est-ce que tu attends de cette manifestation ?

— « 79-84 » : Je pense que c'est quand même un moment important de la lutte. J'ai du mal à évaluer le nombre de gens qui sont là. Au début, il y avait pas grand monde par rapport au 23 mars 79, maintenant j'ai l'impression qu'on est à peu près sur la même échelle, ce qui fait pas mal de monde. C'est sûrement un moment important de la lutte ! Rassembler une masse de travailleurs à Paris pour montrer sa détermination, leur détermination, ça c'est important. Et à partir de là, c'est les suites qui sont importantes. S'il n'y a pas de suite, ça va être un enterrement de plus. Moi ce qui me frappe c'est qu'à Longwy, par exemple, au niveau des organisations syndicales, il n'y a personne qui a posé concrètement les suites du problème du 13 avril et surtout pas la C.G.T. ; la C.F.D.T., un petit peu quand même, mais je crois que pour le moment, c'est seulement au niveau du groupe « 79-84 », qu'on a essayé de poser cela, je dis essayer car ce n'est pas nous, groupe « 79-84 », qui allons donner des solutions comme ça, mais ça ne peut être que le fait de l'ensemble des travailleurs en assemblée dans les ateliers, dans les chantiers, dans les bureaux.

— *Le M.L.* : Quelles sont vos relations avec les organisations syndicales à Longwy ?

— « 79-84 » : Déjà, il faut dire que parmi nous, il y a beaucoup de syndiqués, des non-syndiqués c'est sûr, mais il y a une majorité de syndiqués ; la plupart à la C.G.T., à la C.F.D.T. Il y avait aussi, au début du groupe, un certain nombre de militants de F.O. et de la C.G.T. qu'on revoit depuis une quinzaine de jours. Ceci dit, pour les instances syndicales, je crois que pour le moment, il y a une réponse nette, un rejet net au niveau de la C.G.T. qui a toujours dit et qui continue à dire : « 79-84, connaît pas ! ». « C'est rien, c'est une inscription sur une pierre tombale ! », ça, c'est le secrétaire régional de la C.G.T. qui le dit.

D'autre part, au niveau de la C.G.C., de F.O., par rapport à l'unité ouvrière, l'unité syndicale, ils ont répondu qu'ils étaient d'accord, mais ça reste au niveau de belles paroles, dans la mesure où ils ne viennent pas sur le contenu concret de nos propositions, c'est-à-dire des assemblées de travailleurs dans les chantiers, dans les ateliers, dans les bureaux, et une assemblée générale si possible.

— *Le M.L.* : Vous représentez combien de personnes, au niveau du groupe « 79-84 » ?

— « 79-84 » : Je voudrais finir en ce qui concerne les organisations syndicales. La C.F.D.T. a une position un peu biscornue. Disons qu'ils ont déclaré publiquement qu'ils étaient d'accord pour entamer le dialogue avec nous, ceci dit c'est vrai aussi que pour eux ils accentuent beaucoup plus sur la notion de dialogue social, de négociations, sans que ce soit sur un contenu de luttes. Et nous ce qu'on dit... négociations peut-être, mais à partir d'un rapport de force, donc d'une lutte.

Au niveau du nombre de militants, c'est difficile à dire, car on n'est pas quelque chose de structuré, donc les gens viennent pour une action, pour une assemblée ; ils ne reviennent pas toujours la fois d'après. Disons, qu'en général, à chaque action, à chaque assemblée, il y a, c'est très variable, entre 60 et 200 personnes. Ça veut dire au total qu'on a touché 500 personnes sur Longwy. Et d'ailleurs, le 4 avril, à Longwy, on s'est retrouvé 500, peut-être un peu plus, derrière les banderoles de « 79-84, même combat » et « Assemblée de travailleurs et de chômeurs ».

Je crois que c'est un élément important de notre démarche que de dire que ce n'est pas seulement Usinor qui est touché ; c'est pas seulement la sidérurgie qui est touchée et en particulier le train à feu de Raye. C'est l'ensemble des travailleurs et des chômeurs, puisqu'à Longwy, il y a 13% de la population active qui sont chômeurs. On pense bien sûr que si on veut avancer, si on veut construire quelque chose autour de la colère des gens, il faut que ça soit l'ensemble des travailleurs et des chômeurs, l'ensemble de la population de Longwy qui prennent ça en compte et qui décident, qui définissent des formes d'action et des objectifs. Aucune organisation syndicale, aucun parti, n'a de solution à eux tout seul. Ça

ne peut être qu'une force de proposition et c'est l'ensemble des travailleurs et des chômeurs qui peut donner un contenu à notre lutte.

— *Le M.L.* : J'ai pu voir dans la presse que vous étiez présenté un peu comme des « casseurs », des gens incontrôlés. Qu'est-ce que tu peux répondre ?

— « 79-84 » : C'est vrai que la presse nous a présenté comme les responsables de toutes les « exactions » qui se sont passées à Longwy. Mais on a toujours revendiqué les actions qu'on avait préparé. On les a revendiqué publiquement. Il y a eu en tout 7 ou 8 opérations « coup-de-poing ». Ceci dit, il y a eu plusieurs journées, où il y a eu effectivement de la violence, de la casse ; je crois qu'il faut voir que la signification de ces journées c'est avant tout la colère des gens de Longwy qui s'est exprimée et ce n'est pas une organisation quelconque qui a entraîné ça ou qui a été à l'origine de ça. « 79-84 » n'a pas été à l'origine de ces actions-là. Ceci dit, il est pas de notre rôle de les condamner, c'est la colère des travailleurs qui s'est exprimée ces jours-là. Ce contre quoi on lutte, c'est les récupérations politiques d'où qu'elles viennent, de gauche ou de droite, y compris d'ailleurs de certains gauchistes. Nous ce qu'on dit, c'est que c'est les gens de Longwy, les travailleurs de Longwy, qui doivent décider de la lutte. Non des éléments extérieurs. Personne n'a le droit... et dans le dernier communiqué qu'on a remis à la presse c'est que d'une part, la première provocation, la première violence, c'est les suppressions d'emplois et d'installation ; la présence massive des forces de police devant le commissariat, à Longwy, ça c'est la première violence. A partir de là, ce que l'on dit aussi, c'est que c'est à la population et aux travailleurs de Longwy de décider des formes de lutte et d'action, et que personne n'a à nous donner de leçon, de quelque parti ou syndicat que ce soit. Aucun élément extérieur n'a à nous donner de leçon.

— *Le M.L.* : Ça dépendra de la suite qui sera donnée à cette manifestation... qu'est-ce que tu envisages, toi et tes camarades ? Est-ce que vous voyez des perspectives actuellement ?

— « 79-84 » : La suite... on n'a pas de solutions appliquées, posées artificiellement. Ça ne pourra venir que d'un grand débat des travailleurs et de la population.

On a des idées à proposer et il nous semble que la base de départ, c'est qu'il ne doit pas y avoir de suppressions d'emplois sans qu'il n'y ait pas d'emplois équivalents ; pour l'instant, ce n'est pas le cas. C'est une base de départ. On n'a pas de solution miracle. On ne peut apporter que des propositions et, nous, c'est ce que l'on dit ; c'est comme ça qu'une de nos banderoles, ici, c'est « Assemblée de travailleurs et de chômeurs », car on pense que c'est de là que peut venir un contenu pour la suite de la lutte.

— *Le M.L.* : Pour commencer, il serait intéressant que vous nous disiez, par rapport à la situation actuelle à Longwy, ce qui vous paraît être essentiel à dire et qui n'a peut-être pas été suffisamment retransmis par les médias habituels. A moins que vous pensiez que tout a été dit !

— « 79-84 » : Je vais essayer d'être bref. La manière dont l'essentiel de la presse, les médias, surtout la télé, ont présenté la situation à Longwy comme un peu partout dans les bassins sidérurgiques, ça me semble caricatural. D'une part, par le manque d'information sur l'importance des suppressions d'emplois et puis, le problème est vu à travers la réaction violente des travailleurs, surtout à Longwy. Le

problème est ensuite posé en terme de refus ou non du plan et d'exigence du maintien de tous les emplois, ce qui est présenté comme étant tout à fait irréaliste ; D'autre part, il y a toute une recherche pour présenter des personnes qui on fait le choix de se reconverter ; j'ai en tête un reportage effectué par A2, en présentant cette fois la formation et la reconversion comme étant la solution. Autrement dit, il y a caricature, car le refus c'est ce qui est réactionnaire et la reconversion, telle qu'est proposée dans le système, c'est ce qu'il y a de progressiste ; alors que ce qui est en train de mûrir chez les travailleurs, c'est justement le fait que le problème ne se pose plus en ces termes. C'est à partir de cette réflexion là, qu'on réagit, au groupe « 79-84 », c'est de dire : il faut se situer en face de, il faut prendre toute la réalité en compte, ce que l'on nous a proposé jusqu'à présent, c'est des solutions de type nationalité.

Les propositions — il faut remonter quelques années en arrière — du P.C. : quelques 35 millions de tonnes, du P.S. : 31 millions de tonnes ; en fait, la gauche au pouvoir maintenant fait la démonstration que ce type de solution, ce type de démarche, ne permettait pas une solution.

Par rapport à l'internationalisation de la production, à l'internationalisation du capital... on arrive à cette situation où en voulant défendre simplement l'emploi, on s'oppose les uns les autres, Valenciennes contre Gondranche, etc., et nous, notre démarche c'est de dire, après ce constat-là, ne nous opposons plus les uns aux autres, mais frotons-nous à la réalité. Le capitalisme a une dimension internationale, à jouer le jeu de s'opposer entre travailleurs, ça ne fait pas avancer d'un pas la classe ouvrière, on est toujours battu. Les plans s'appliquent et en face de ça, essayons de créer une démarche solidaire, ne pas partir seulement de la sidérurgie, mais prendre en charge, ensemble, les problèmes de tous les travailleurs du bassin sidérurgique, sidérurgistes et chômeurs. Actuellement, les gens qui sont déjà licenciés, c'est des gens hors sidérurgie, des sous-traitants, des travailleurs d'autres entreprises (2 000 en 2 ans) ; il y a actuellement 4 000 chômeurs dont près de 2 400 de moins de 25 ans. Donc, c'est à partir de constat-là, de cette analyse-là... et on dit aussi qu'il n'y a pas de solutions qui puissent être trouvées par une seule organisation ou par l'ensemble des organisations. Les solutions ne peuvent être trouvées que par les gens. On dit également que c'est bien beau de faire des discours sur la solidarité et puis aussi de parler de la solidarité internationale si on n'est pas capable d'avoir une démarche solidaire ensemble, là où on est. C'est en gros la démarche qu'on a dans le groupe. C'est ce qui me paraît important, à moi, en tout cas.

Le front commun syndical d'Usinor n'existant plus, une paire de travailleurs se sont dits : nous allons faire le travail du front commun et nous allons lui montrer l'exemple et appeler les syndicats à se réunir et à reformer le front commun, et alors « 79-84 » redéfinirait, chacun réintégrerait les rangs de son syndicat. Je pense qu'en gros c'est ça la volonté de « 79-84 » : l'union des non-syndiqués et des syndiqués, quelque soit leur syndicat. (...)

L'interview ne s'arrête pas là et son intégralité a été diffusée à Radio-Libertaire, sur « Les chroniques syndicales » ; les camarades y redéfinissent par des exemples concrets leur conception de front commun. De toute façon, ce n'est pas avec l'avènement de Chêrèque que tout va être pour le mieux en Lorraine... On en reparlera !



ITALIE : DIOXINE À CARRARE

LE 12 mars 1984, à Arenza, suite à un incendie, un nuage de dioxine s'est échappé durant une vingtaine de minutes de l'usine de l'Anie.

Le 14 mars, deux ouvriers chargés de la production de désherbants F.S.T. étaient hospitalisés : nausées, vertiges, affaiblissement général.

C'est seulement deux jours plus tard, c'est-à-dire le 16 mars que l'on associait ces malaises à la fuite de dioxine, et c'est avec beaucoup de réticences que le préfet de Carrare décidait finalement de fermer l'atelier F.S.1 de l'Anie : c'est ainsi que cinq jours après l'accident, les ouvriers continuaient encore à travailler à l'intérieur de l'usine.

Ce n'est qu'à partir du 20 mars que la presse commence à s'intéresser à l'affaire, tant le maire que le ministère de la santé et le comité d'entreprise ne soufflent mot à ce sujet. Entre temps, les habitants d'Arenza, de Carrare et de Masse, se réunissent dans le cadre d'une assemblée publique, au terme de laquelle est produit un texte demandant aux pouvoirs publics une enquête approfondie à l'intérieur de l'usine.

et aux abords extérieurs. S'en suivent des distributions de tracts, des publications d'affiches.

Pendant une assemblée, certains habitants de la zone limitrophe, à l'Anie, avouent avoir été sujet à des malaises semblables à ceux dont avaient été victimes deux ouvriers hospitalisés, d'autres dénoncent

survenu. Aucune analyse n'a été effectuée jusqu'à ce jour, pour vérifier la quantité de dioxine présente ni la délimitation de la zone où le risque de contamination est majeure.

La catastrophe de Séveso a enseigné une chose aux autorités : celles-ci doivent se taire, minimiser les faits, ne pas



l'étrange mortalité des lapins et des poules leur appartenant. Des compagnons sont par ailleurs arrêtés alors qu'ils distribuaient des tracts relatifs à l'accident.

Voilà bientôt plus de deux mois que les autorités demeurent dans un silence absolu et que les travailleurs continuent à travailler comme si rien n'était

faire de scandale, ne pas alarmer la population. De toute façon, si personne ne succombe à l'accident, personne ne se souviendra qu'un nuage toxique de dioxine s'est échappé le 12 mars de l'usine Anie d'Arenza-Carrare.

Traduit de la Revue anarchiste

VÉNÉZUELA : LES YANOMAMI EN DANGER

LES 12 500 Indiens Yanomami du sud du Venezuela n'ont toujours pas obtenu de reconnaissance légale de leur territoire. Cette absence de titre de propriété laisse cette région ouverte à tout projet d'extractions minières ou autres projets de « développement ». Ce danger est aujourd'hui devenu une réalité puisque deux concessions viennent d'être accordées à une compagnie minière privée sur une grande partie du territoire Yanomami.

Ces concessions donnent le droit à cette compagnie, Mava C.A., d'exploiter de la cassiterite alluviale durant un minimum de 20 ans renouvelables. En contre partie, celle-ci s'engage à verser la somme dérisoire de 650 FF par mois à l'hôpital régional de Puerto Ayacucho et la même somme au système scolaire de cette ville, ainsi qu'environ 6 500 FF par an à l'école et au dispensaire tenus par les missionnaires salésiens à l'embouchure de la rivière Macava. Les conditions stipulent que la Mava C.A. « contribuera à l'intégration des communautés indigènes dans son programme de développement ».

La région couverte par la première concession est située dans l'endroit le plus reculé à la fois du territoire vénézuélien et du territoire Yanomami. Cette région fut pénétrée pour la première fois en 1951 par une expédition franco-vénézuélienne et des cartes donnant des indications sur les recherches minières de cette zone n'ont été publiées qu'en 1980. Les indiens qui l'habitent ont totalement préservé leur mode de vie traditionnel et n'auront aucune possibilité de résister au choc des épidémies et au choc culturel brutal qui résultera inexorablement de la présence des chantiers miniers.

Les détails relatifs à la localisation et aux dimensions précises de la seconde concession sont encore tenus secrets, mais les dégâts risquent d'être aussi considérables.

Source : Survival international

BRÉSIL : CONFLIT POUR LA TERRE INDIENNE

EXASPÉRÉS par le refus de la F.U.N.A.I. (National Indian Foundation) de négocier la reconnaissance de leurs terres, les Indiens Txukarramae du parc Xingu, au centre du Brésil, ont capturé 9 officiels de la F.U.N.A.I. Ils les détenaient en otages pour forcer la F.U.N.A.I. à remplir ses devoirs envers les Indiens. Le président de la F.U.N.A.I. a refusé de négocier. Les observateurs craignent que le gouvernement pousse les Indiens à des actes de violence pour justifier une intervention militaire.

Les Txukarramae

Les Indiens Txukarramae, chasseurs et cueilleurs du groupe Kayapo, habitent la région de la rivière Liberdade, au nord-est du Xingu depuis des siècles. Connus comme un peuple guerrier qui utilise des gourdins (bordunas) plutôt que des arcs (Txukarramae signifie les hommes sans arc dans le langage de leurs voisins Juruna) et connu pour les larges disques que les hommes portent de façon traditionnelle sur leurs lèvres basses, les Txukarramae ont été convaincus de rejoindre le parc Xingu en 1963. Leurs terres traditionnelles ont été occupées et attribuées aux colons brésiliens. Ils ont été établis près de la Jarina Indian Post au village de Poirici et un de leurs leaders, Raoni, devint le bras droit de Claude Vilas Boas, fondateur et premier directeur du parc Xingu.

Une fois établis dans ce parc, les différents groupes ont souffert sévèrement des nombreux contacts avec les visiteurs du parc et leur nombre a été ré-

duit par les épidémies de malaria et d'infections virales.

Conflit de la terre

En 1970, le projet du gouvernement de construire la route B.R. 080 directement à travers le parc Xingu provoqua de violentes controverses. En dehors du fait de provoquer l'arrivée des colons illégaux dans le parc, en dehors aussi des risques de nouvelles épidémies, cette route, comme cela a été démontré, n'est faite que dans le but de mettre en valeur les terres du superintendant pour le Développement de la région du centre-ouest qui avait acquis des terres à l'ouest du parc. Cette route conduisit aussi au projet de pacification parmi le peuple Panara (Kreen-Akarore) et, par voie de conséquence, à leur quasi extermination par des épidémies introduites.

Malgré les critiques, la route fut construite et de nouvelles tentatives furent faites pour déménager les Txukarramae. La moitié de la population Txukarramae accepta et se déplaça à l'agence de Kretire avec leur leader Krumare. Les autres restèrent avec Raoni près de la poste Jarina. Depuis que le gouvernement a déplacé les frontières du parc, en donnant des terres moins fertiles au sud pour les Txukarramae en compensation, Raoni et les siens furent laissés en dehors des frontières du parc. Un nouveau décret est passé qui déclare que les terres indiennes au nord de la route ne seront plus protégées que tant que les Indiens y demeureront.

Cela a déclenché de sérieux conflits entre les Txukarramae

et les colons qui réalisèrent la possibilité d'obtenir un titre légal pour la terre si il pouvaient expulser les Indiens. Cependant, les Indiens n'ont pas accepté passivement cette tentative de dépossession. Ils ripostèrent en tuant deux ouvriers de la ferme Agropexim en 1976 et 11 ouvriers de la ferme San Luis en 1980. Ces deux fermes ont été construites à l'intérieur des anciennes frontières du parc, terres aujourd'hui convoitées. Malgré les assurances que ces occupants illégaux seraient expulsés, le F.U.N.A.I. en fait n'a rien fait. Fin 1980, 22 fermiers avaient obtenu des titres de propriété dans la région.

Otages

Face au manque total de protection officielle et à l'empêchement constant sur leurs terres, les Txukarramae ont décidé de poser le problème en confisquant le ferry-boat qui traverse la rivière Xingu sur la B.R. 080. Depuis le 18 mars, tout trafic sur la rivière est impossible. Suite à cela, Octavio Ferreira Lima, président de la F.U.M.A.I., accepta de rencontrer les Txukarramae à l'agence Kretire le 24 mars. Mais, sans explication, il ne vint pas à la réunion. La semaine suivante, dans une atmosphère d'alerte et de tension croissante, les Txukarramae prirent en otages 6 employés de la Fondation, dont le directeur actuel du parc, Claudio Romero.

Les Indiens demandent la démission d'Octavio Ferreira Lima en tant que président de la F.U.M.A.I. et insistent pour que le nouveau président de celle-ci vienne négocier avec eux, ce-

ci avant de relâcher leurs otages. Cependant le président de la F.U.N.A.I. a refusé de négocier avec les Indiens et a délégué Sidney Possuelo, récemment partie prenante à la pacification des Arara près de Altamira, pour négocier avec les Txukarramae. En même temps, il a confié au ministre de la Terre la responsabilité de régler le conflit en liaison avec le ministère de l'Intérieur, dirigé par le général Danilo Cencurini, conseiller proche du président du Brésil.

Le 13 avril, la F.U.N.A.I. envoya trois officiels pour persuader les Indiens d'abandonner leurs demandes. En réponse, les Indiens prirent en plus les trois officiels en otages.

Solidarité indienne

En dehors des 150 Txukarramae actuellement en conflit, 350 Indiens d'autres groupes du parc Xingu ont mis leurs peintures de guerre pour montrer leur solidarité avec les Txukarramae. Des rapports datant de la fin mars indiquent qu'un nombre croissant de policiers fédéraux se rassemblent dans la région.

Au même moment, dans la capitale, Brasilia, quelques 300 leaders Indiens, représentant des tribus aussi éloignées que celles Oiapoque de Amapa au nord et de la région Xiu du Rio Grande do Sul au sud, ont rencontré le député du Congrès, l'indien Mario Juruna, qui vient lui-même de la région de Xingu, pour soutenir la cause Txukarramae et exprimer leur opposition à la série de lois présentée devant le parlement qui

compromet la situation des Indiens du Brésil. Ces leaders ont proposé 3 personnes pour remplacer Ferreira Lima : l'avocat Dalmo Dallari, l'anthropologue Carlos Moreira Netto et l'ex-superintendant de la F.U.N.A.I. Pedro Paulo Fatorelli.

Au moment où les Indiens s'approprièrent à présenter leurs demandes au Congrès national, la F.U.M.A.I. répondit en refusant de rencontrer le député Mario Juruna et un autre député fédéral Nadir Rosseti, et de plus en faisant encercler leurs quartiers généraux par la police et les chiens.

Menaces de violence

Les observateurs remarquent l'intransigeance de la F.U.N.A.I. dans toutes les négociations avec les Indiens et la manière brutale avec laquelle elle conduit cette affaire. Celle-ci risque de pousser les Txukarramae à la violence, ce qui fournirait aux autorités l'excuse dont elles ont besoin pour intervenir militairement. Des craintes ont été exprimées que les Txukarramae risquent d'être massacrés.

Nous vous demandons de toute urgence de téléphoner ou d'écrire à l'ambassade du Brésil : 34, cours Albert 1^{er}, Paris 8^e, afin de demander une résolution pacifique du conflit et le respect des droits à la terre pour les Txukarramae.

Nous vous demandons également de diffuser cette information le plus rapidement possible auprès de vos médias locaux et auprès de vos amis.

Comité d'information et de soutien aux Indiens d'Amérique.

ALLEMAGNE : IMPASSE PREMIER MAI POUR LES 35 HEURES

DES TRAVAILLEURS BRÉSILIENS

La semaine de 35 heures reste bel et bien à l'ordre de l'actualité ouest-allemande. La seconde rencontre qui avait eu lieu, le 17 avril, à Dusseldorf, entre le patronat et les dirigeants de l'I.G.-Metall a de nouveau abouti à une impasse, accusant ainsi les syndicalistes à un choix difficile : renoncer à leur revendication principale ou recourir à la grève.

Or, les avis sont partagés. Les deux syndicats les plus impliqués dans le combat pour les 35 heures sont eux-mêmes en désaccord sur les stratégies à appliquer.

L'I.G. Druck und Papier (imprimerie et papier) rencontrera à nouveau les patrons le 2 mai, pour de nouvelles négociations en vue de trouver un compromis.

L'I.G.-Metall consultera, de son côté, sa base entre le 3 et le 9 mai, à propos de la grève. Il faudra l'approbation de 75% des membres pour déclencher une grève générale. Cette consultation démarrera dans les « Länder » de Hesse et du Nord-Wurtemberg/Pays de Bade. L'I.G.-Metall compte aussi sur des grèves de sympathie dans les autres branches d'activité. Son assise financière est suffisamment conséquente pour lui permettre d'affronter une grève de longue durée.

La marge de manœuvre des syndicats est très étroite. La grève est un fait plutôt rare en R.F.A., ressentie souvent comme impopulaire. Et la plupart des instituts de conjoncture appuient le patronat, affirmant que la réduction de la durée de travail pourrait compromettre la croissance économique, de l'ordre de 3% pour 1984.

Les employeurs, eux, maintiennent leurs positions : pas de réduction d'horaire, hausse des salaires de 3,3%, préretraites à 58 ans avec 70% du salaire brut, et surtout horaires flexibles, ce qui est tout à leur avantage puisque la productivité serait accrue.

Les lendemains s'annoncent mouvementés. La lutte que mènent les syndicalistes Outre-Rhin nous concerne également, car la réduction de la durée du temps de travail — toutes proportions gardées quant aux conditions de sa réalisation — fait partie du combat économique contre le salariat.

Martine
Liaison Bas-Rhin

**ARBEITERSSELBSTVERWALTUNG
STATT MITBESTIMMUNG!**



**Ohne selbständige
Aktionen keine
35 Std-
WOCHE!**

INITIATIVE FREI... ARBEITER-UNION Anarcho-Syndikalisten
INTERNATIONALE ARBEITER-ASSOZIATION

* « Gestion directe au lieu de cogestion ! », « Sans action directe, pas de semaine de 35 heures ! »

« Le gouvernement ne prête même pas l'oreille au problème...
Le gouvernement ne prête l'oreille qu'aux froissements des papiers
du Fond monétaire international. »

Mario Juruna, député indien

A l'heure actuelle, les lois du Brésil concernant les Indiens ont un caractère nettement raciste, avec des relents de XVI^e siècle ; celles-ci les rangent dans la catégorie des êtres « inférieurs », « mineurs », « incapables de civilisation » (on se demande ce qu'ils entendent par civilisation, voir M.L. n°529 du 3 mai 1984). Tout cela justifiait la tutelle de la F.U.N.A.I. (Fondation nationale pour l'Indien), toujours aux mains des militaires. Comme on le voit, le Brésil est à peine sorti du temps des discussions de Valladolid, où l'on débattait de l'« humanité » des Indiens... Néanmoins, la loi brésilienne avait le mérite de reconnaître une différence profonde de civilisation, et de confier à des spécialistes (et de confier à des spécialistes (toute

relative) aux tribus sous tutelle, et donnait une petite protection aux terres tribales (1).

Depuis février 83, avec le décret 88.118, c'est un groupe de travail interministériel qui a la responsabilité « exclusive » de délimiter les territoires indiens ; on se demande avec inquiétude quels critères définiront ceux-ci. Plus grave encore pour les souverainetés territoriales indiennes : le décret 88.985 de novembre 83 ; celui-ci autorise les compagnies privées à exploiter les ressources minérales des territoires indiens. On tente de justifier cette mesure anticonstitutionnelle en prétendant vouloir prévenir les effets néfastes sur les communautés indiennes (2), de la présence des prospecteurs isolés... Ces mesures, permettant l'expropriation de fait des Indiens, paraissent sans doute insuffisantes

aux officines d'Etat, et de nouveaux projets de lois n'attendent plus que d'être adoptés. Et on en finira définitivement avec le problème indien...

Ainsi, le projet n°634/75 — Code civil révisé — en son article 3 iv, stipule que les Indiens sont considérés « absolument incapables devant la loi », ce qui les prive de tout droit civil, sans doute afin d'éviter d'autres Juruna. Le député Joao Batista Fagundes (P.D.S., parti gouvernemental), quant à lui, a déposé le projet de loi n°2465/83, qui stipule que les Indiens peuvent être unilatéralement « émancipés » par la F.U.N.A.I. Ce projet généreux signifie en réalité que les Indiens émancipés ne pourront définitivement plus bénéficier du peu de protection que la loi leur accordait, y compris, bien sûr, la protection légale de leurs terres. Tout aussi scan-

daleux est le projet n°1179/83 qui propose d'ouvrir la région de Surucucu — en plein cœur du pays Yanomani — à l'exploitation minière de la cassitérite, et d'employer la main-d'œuvre indienne. Bien qu'illégal, ce projet a déjà obtenu l'accord des commissions sur la Justice et la Constitution et sur les Mines et l'Energie.

Bien sûr, le gouvernement brésilien s'attend à quelques réactions indiennes (voir article de la page 9), alors il se donne les moyens légaux d'écraser toute rébellion. C'est ce qui ressort de l'Exposé interministériel des 55 motifs, approuvé, comme il se doit, par le président Figueiredo en septembre 1983. Ce document avait été signé par les ministres de la Justice, de l'Intérieur et d'Etat, ce dernier est aussi le secrétaire général du Conseil national de Sécurité. Ce document

établissait la responsabilité pénale des Indiens (exceptionnellement majeurs) pour les crimes politiques, et réglait l'intervention de la police fédérale et militaire dans les conflits avec les Indiens. En d'autres termes, la police peut intervenir militairement chaque fois que les Indiens tenteront de protester ; ce qui peut être bien utile pour achever le génocide commencé il y a cinq siècles.

Uk'amau

(1) Moins de 10% des terres tribales étaient protégées.

(2) Immédiatement après la signature, le gouvernement a reçu des centaines de demandes pour explorer les sous-sols indiens, il ne reste plus au gouvernement qu'à faire le tri pour appliquer cette mesure coloniale qui touchera toutes les communautés. Si les tribus parvenaient encore à se défendre face aux prospecteurs isolés, face aux grosses compagnies, elles seraient complètement désarmées.



JUSQU'à présent l'opposition brésilienne a toujours voulu éviter l'épreuve de force. Avec le rejet par le Congrès de l'amendement à la Constitution pour des élections directes, si l'opposition veut encore négocier, jusqu'où ira-t-elle dans la compromission avec le régime militaire ? Quel sera l'avenir : un report des élections en 1986 ou l'arrivée au pouvoir, en janvier 85, d'un « civil » choisi par les militaires ?

Tous les partis de gauche, toujours clandestins, ont défilé ces dernières semaines : Mouvement révolutionnaire du 8 mars, P.C. (1) P.R.C. (dissident du précédent), et Parti communiste brésilien. Celui-ci, à travers le P.M.D.B., seul parti d'opposition légale, a mené une campagne très nationaliste et démocratique. Carlos Prestes, ex-dirigeant du P.C. vient de l'accuser « d'opportunisme de droite », ajoutant que

selon lui « le minimum pour lequel il doit lutter, c'est pour un gouvernement révolutionnaire. Au lieu d'essayer de négocier avec la dictature, il devrait être en train d'organiser les masses ».

Les travailleurs, eux, ne s'y tromperont pas : ils ont défilé contre le pouvoir militaire, pour la démocratie et le droit syndical, laissant les politiciens à leurs magouilles électorales. Et s'ils ont défilé avec une bourgeoisie libérale, qui ne manquera pas de candidats assez démagogues pour bénéficier des voix populaires, les travailleurs continuent leurs luttes syndicales et révolutionnaires. Les métallurgistes de six villes de l'Etat de Sao Paulo ont organisé des grèves et des « opérations tortue » (en deux jours, la production de Ford a été réduite à 70%). A Sao José dos Campos, 8 000 ouvriers de la General

Motors ont fait grève, obligeant un patronat divisé à négocier le réajustement des salaires.

Ce ne sont pas ses démonstrations de force, ni les récentes mises en garde du ministre Rubem Ludwig, chef du cabinet militaire, annonçant un nouveau 64 et menaçant le peuple d'une privation des libertés démocratiques — qu'il n'a plus depuis 20 ans — qui empêcheront les travailleurs d'en finir avec la dictature, d'une façon ou d'une autre. En se compromettant avec le pouvoir militaire et avec la bourgeoisie, les partis d'opposition prendraient le risque de se séparer d'un mouvement syndical ouvrier unitaire et solidaire.

Geneviève Delort

(1) Appel P.C. do Brasil, d'obédience maoïste, tandis que le Parti communiste brésilien est un parti communiste de type européen.

BRÉSIL : PERMIS D'EXTERMINATION

établit la responsabilité pénale des Indiens (exceptionnellement majeurs) pour les crimes politiques, et réglait l'intervention de la police fédérale et militaire dans les conflits avec les Indiens. En d'autres termes, la police peut intervenir militairement chaque fois que les Indiens tenteront de protester ; ce qui peut être bien utile pour achever le génocide commencé il y a cinq siècles.

Uk'amau

(1) Moins de 10% des terres tribales étaient protégées.

(2) Immédiatement après la signature, le gouvernement a reçu des centaines de demandes pour explorer les sous-sols indiens, il ne reste plus au gouvernement qu'à faire le tri pour appliquer cette mesure coloniale qui touchera toutes les communautés. Si les tribus parvenaient encore à se défendre face aux prospecteurs isolés, face aux grosses compagnies, elles seraient complètement désarmées.

« MARX » THÉORICIEN DE L'ANARCHISME »

NOTE DE LECTURE

DE MAXIMILIEN RUBEL

A U début, on se dit que ça ne peut-être que de la provocation, un exercice de style sur le mode de la dérision ! Et puis, très vite, dès les premières lignes, on s'aperçoit qu'il y a quelque chose qui cloche. Pas l'ombre de l'ombre d'une once d'humour ! Au contraire ! Le ton est empressé, docte, carré, pète-sec, agressif !

De toute évidence, Rubel y croit vraiment. Pour lui, Marx est vraiment le théoricien de l'anarchisme. Ça ne fait pas l'ombre d'un doute. Et il nous cite quelques phrases de *La Guerre civile en France* où le célèbre barbu londonien, mais oui, dénonce l'Etat. Et il nous fait part des notes que Marx avait prises pour servir à la rédaction d'un livre sur l'Etat — livre qui aurait dû être une suite et un complément au *Capital*. Et il en conclut que, puisque Marx s'est intéressé à l'Etat et qu'il l'a même dénoncé... eh bien, c'est la preuve par neuf qu'il est un théoricien de l'anarchisme.

Bien évidemment, hormis les analphabètes en matière de marxisme et d'anarchisme, ce genre de discours n'a pas l'ombre d'une chance de convaincre qui que ce soit. Car Marx, ce n'est pas seulement

quelques phrases de *La guerre civile en France*. C'est aussi d'autres phrases, infiniment plus nombreuses à la gloire de la nécessité de la conquête de l'Etat par le prolétariat (par le parti du prolétariat, bien sûr) et de la nécessité d'une dictature « transitoire » du prolétariat passant par un renforcement des pouvoirs de cet Etat. Ceci, bien sûr, pour parvenir à créer les conditions qui feront qu'ensuite, l'Etat n'aura plus lieu d'être. On connaît la musique ! Et puis, Marx, c'est aussi autre chose que des petites phrases piquées ici ou là. C'est une pratique qui veut bien dire ce qu'elle veut dire et une théorie globale dont la cohérence profonde perdure au-delà des grands discours (société sans classe, sans Etat) visé à la conquête et à l'exercice du pouvoir politique par les seuls aptes à l'exercer : ceux qui ont compris le sois-disant sens de l'histoire grâce à la connaissance du matérialisme historique.

Bref, quand Rubel nous dit « qu'il importe de recueillir l'héritage spirituel d'un auteur qui, conscient des limites de sa recherche, a fait des postulats de l'auto-éducation et de l'auto-émancipation révolutionnaire le principe permanent du mouvement ouvrier », soit

il est cynique, soit il est cynique. Car, pour voir chez quelqu'un qui méprisait les ouvriers au point de les appeler « Messieurs les noeuds » (1) un apôtre de l'auto-éducation et de l'auto-émancipation du mouvement ouvrier, il faut une sacrée dose de mauvaise foi ou bien avoir des lunettes noires, sacrament noires, sur l'intelligence.

On l'aura donc compris, cette brochure (2), qui n'est ni un gag ni un essai politique sérieux, est tout simplement un ouvrage de science-fiction. Saluons donc l'ouverture de cette nouvelle collection par le Vent du Ch'min. Une suggestion pour le prochain titre de la série : *Staline, théoricien de la liberté*. Les dizaines de millions d'assassinés et les centaines de millions d'esclaves qui savent, eux, ce que marxisme et stalinisme veulent dire, ne manqueront pas d'apprécier.

Jean-Marc Raynaud

(1) Et qui se permettait d'écrire à Engels, le 18 mai 1859 : « Nous ne devons notre désignation comme représentants du parti prolétarien à personne d'autre qu'à nous-mêmes ».
(2) Editions Les Cahiers du Vent du Ch'min, en vente à la librairie du Monde libertaire, 25 F.

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 10 mai :
« Attention fragile » (10 h) : l'aide alimentaire au tiers monde.
« Du coin des marmites » (12 h)
« La mémoire des sons » (14 h) : deux heures de musique avec Malher.

• La vie d'artiste » (16 h) : Francisco Montaner et Jean-Louis Blair.
« L'Invité quotidien » (20 h) : vague à l'âme, le magazine de la mer.

• Vendredi 11 mai :
« La bourse et la vie » (10 h) : la rubrique des consommateurs.
« Anar-chroniques » (13 h) : Nicolas et Denis.
« De bouches à orateurs » (16 h) : l'émission se transforme en pub irlandaise avec musique, bière et fumée (!).
« Le front des radios libres » (18 h) : grandes et petites nouvelles de la bande F.M.

« L'Invité quotidien » (20 h) : Roger Dadoïn : psychanalyse et anarchie.

« Contact » (22 h) : un enfant pour quoi faire ? / ou la poursuite de l'émission sur la psychanalyse.

• Samedi 12 mai :
« Samedi et vous ? » (9 h) : anthologie du jazz New-Orleans.
« Le Père Peinard » (11 h) : M. Joyeux et Paul Chenard.
« Chroniques syndicales » (12 h) : actualité, reportages, interviews, etc.
« Rock en stock » (18 h) : alias Brooklyn Paramount.
« Prisons » (20 h) : Etienne Bloch du Réseau défense libre.

• Dimanche 13 mai :
« Ici Dieu, à vous Paris » (10 h)
« Corsica domane » (14 h) : infos, revue de presse, tout sur la Corse.
« Les samedis qui chantent » (15 h 30) : avec Pier Jo.
« Grand-Angle » (17 h) : magazine photo, vidéo, cinéma.

• Lundi 14 mai :
« De la lyre aux délires » (10 h)
« La Clé de 13 » (15 h) : voir article de la même page.
« Le Père Peinard » (17 h) : la chronique de Serge Livrozet.
« Près du radiateur » (18 h) : est-ce là qu'on y trouve les lycéens libertaires ?
« Radio-Libertaria » (19 h)

• Mardi 15 mai :
« La mémoire sociale » (10 h) : histoire du mouvement ouvrier.
« L'Invité quotidien » (20 h) : spécial Bulgari : avec *Izstock*.
« Contre-Champs » (22 h) : le magazine du cinéma.

• Mercredi 16 mai :
« Le bal des affreux » (10 h 30) : actualité de la chanson.
« By Jove » (12 h)
« A batons rompus » (16 h) : avec Radio-Liberta en italien et Radio-Esperanto en...
« Tam-Tam » (18 h) : la militarisation de la Pologne.
« Allo maman bobo » (19 h) : la sclérose en plaques.

DISQUE CHRONIQUE DE LA CHANSON VIVANTE

« Le reflet dans la vitre » de Gilles Elbaz

Ce sixième 33 T. d'Elbaz (1) mérite vraiment qu'on s'y attarde, car ce poète de Gilles a une façon magique de nous montrer la poésie, par-delà sa modestie presque excessive. Le texte est limpide et coule dans la tête en y laissant des traces de tendresse, de musique et de mots qui vont battre jusqu'aux tempes quand la hanche du saxo de Jeff Sicard éclate son pavillon sur le tard de nos nuits avec les copains du verre, et des bruits à demi vides, la « goulée » de brume en fond de cale où vient vous dérober la voix de Pascale Degli. La musique est là, souveraine, égale des veines du mot, égale plus que jamais à un Elbaz amoureux.

Le tout arrangé par Robert Suhz, avec de bons musiciens, et vous aurez pour vos oreilles « averties » d'excellents moments à goûter.

René Pic

(1) Disque Aba, en vente à la librairie du Monde libertaire, 60 F.

COMMUNIQUÉ

Le secrétariat de Radio-Libertaire :

- prend acte du rejet de la part de Radio-Montmartre du partage de fréquences prévu avec Radio-Libertaire (déclaration de Guy Noël, directeur de Radio-Montmartre au *Parisien libéré* le 19 avril 1984 : « (...) je refuse le mariage que l'on nous propose avec Radio-Libertaire. »);
- constate que le protocole d'accord signé le 20 octobre 1983 par Radio-Montmartre, Radio-Libertaire et la Haute Autorité de la communication audiovisuelle (H.A.C.A.) devient de ce fait caduc ;
- note, par ailleurs, que les pouvoirs publics ont cédé, une fois de plus, aux pressions exercées par les puissances d'argent en introduisant officiellement la publicité sur les radios locales ;
- réaffirme la nécessité de trouver pour l'ensemble des problèmes posés par la bande F.M. une solution générale juste et équitable ;
- décide, en fonction de tous ces éléments, de continuer à émettre sur 89,5 MHz.

Le secrétariat de Radio-Libertaire

CHANSONS

• A Sevran, Elsa Courteau et Utge-Royo chanteront, le vendredi 25 mai, à 21 heures, au C.A.E.L., villa des prés. Prix des places : 40 F, et 30 F pour les porteurs de la carte de Radio-Libertaire

• A Paris, Antonio Tamayo alias Théophile se produira, à 20 h 30, du 14 au 26 mai, en compagnie du chanteur Daniel Vacher (du 14 au 19 mai) et de la chanteuse Danielle Borano (du 21 au 26 mai) au théâtre des Cinq diamants, 13^e arrondissement. Prix des places : 50 F, 30 F pour les heureux porteurs de la carte de R.-L.

• A Paris, toujours, mais au Forum des Halles, Castelhemis et Christiane Stefanski, à 21 heures, du 30 mai au 9 juin, 15, rue de l'Equerre d'Argent, niveau 3 du Forum.

• Au Trou noir, le célèbre bistrot à chanson parisien, Francisco Montaner chantera du 11 au 13 mai, Bernard Hailand du 18 au 19, Didier Desmas le 20, Melaine Favennec du 25 au 27, Christian Stalla du 1 au 3 juin, Hakim Mohous et Bernard Fellous du 8 au 10, France Lea du 15 au 18 et Remy Bernadac du 22 au 24. Et tous à 21 h 30. L'adresse ? Mais vous ne la connaissez pas par cœur ! 34, rue Nationale, métro Porte-d'Ivry.

• A Paris, encore, Claude Astier, le pagani de la rue, du 9 au 19 mai, à 22 h, à Cithéa, 112, rue Oberkampf, 11^e arrondissement.

• A l'Olympia, il ne faudrait pas l'oublier, du 15 mai au 10 juin, Bernard Lavilliers.

J.-M. D.

Soutenez Le
Monde Libertaire
Souscrivez

RADIO

NOUVELLES
ÉMISSIONS
SUR 89,5 MHZ

LE PÈRE PEINARD

Bons bougres, écoutez « Le Père Peinard » sur Radio-Libertaire (le lundi de 17 h à 18 h et le samedi de 11 h à 12 h) ; le gniaiff journalier partage ses réflexes où il ne mêche pas leurs vérités aux jean-foutres de gouvernants et de patrons. Tant que nous endurerons les patrons, tant que nous engraisserons cette charognerie, nous serons malheureux comme les pierres du chemin.

Le Père Peinard (1891)
Alias : Paul Chenard, Maurice Joyeux, Serge Livrozet.

LA CLEF DE 13

Votre voiture n'a pas la pêche, mais vous oui ; aller découvrir les garages autogérés. Bref, sur Radio-Libertaire, on a pas froid aux yeux, on va autogérer... le bricolage, à partir du lundi 14 mai (un lundi sur deux, de 15 h à 17 h).

La Clef de 13

TROIS ans déjà ! Nous sommes loin de la liesse qui déferlait sur la place de la Bastille, loin de ces foules qui accompagnaient le président de la République au Panthéon, loin de ces heures où tout semble possible et où l'églantine fleurie dans les cœurs. J'ai suivi dans la rue et à la télévision ces mornes cortèges du 1^{er} Mai où, autour du noyau des organisations ouvrières ou de ce qu'il en restait, les « masses » clairsemées essayaient de faire croire à une population indifférente que l'esprit du 10 mai persistait, alors que d'autres, désertant la rue, étaient partis cueillir le muguet. Trois ans ont suffi pour que cette poussée d'un romantisme fumeux et sans vertèbre se désagrège sous les coups que lui assènait les rudes réalités du système capitaliste en place. Les historiens, qui se penchent sur cet épisode, parleront d'incapacité du personnel politique issu des grandes foires électorales ; les polémistes, de la trahison des clercs qui baignent dans le pourrissoir parlementaire. Mais les hommes sont les hommes et plutôt que de faire leur procès, parlons logique !

En mai 1981, sitôt les lampions éteints, j'écrivais dans notre journal, *Le Monde libertaire*, que l'arrivée au pouvoir de la gauche ne changerait rien aux conditions d'existence des travailleurs ni à celle du pays, et il suffisait d'avoir lu le Programme commun pour en être persuadé.

La gauche était allé aux élections avec un programme qui se proposait de réduire les inégalités, d'étendre les libertés, de conduire progressivement le monde du travail à participer à la gestion des entreprises, et cela sans toucher aux hiérarchies économiques, alors que la crise rongeaient la société et prenait une vitesse de croisière, que les échanges se ralentissaient, les usines fermaient, le chômage s'étendait, la production s'essouffait, l'argent se faisant rare et par conséquent l'activité de la nation tournait au ralenti, que le système économique se détériorait. Il était sûr que l'arrivée de la gauche au pouvoir, avec un programme, mais sans moyen de le faire appliquer, accentuerait encore la désagrégation économique.

Ce Programme commun était modéré et, dans le cadre d'une économie saine et en expansion, il aurait été digéré par le système qui d'ailleurs par le jeu de l'inflation, aurait rattrapé ses pertes ; mais la crise qui secoue le monde occidental et rend la concurrence féroce, ne laisse aucune marge à l'économie capitaliste pour qu'elle puisse ingurgiter une ration, même modeste, de socialisme. Dans la situation actuelle, pour pouvoir appliquer ce programme commun, bien inodore sur certains points, il aurait fallu bouleverser les rapports économiques entre les classes et les clans, répartir autrement les investissements, le revenu national, faire des coupes profondes dans les dépenses improductives, rogner les traitements et salaires des directions publiques, des présidents généraux d'entreprises et de leur acolytes ; ce qui remettrait en cause l'équilibre politique du sys-

gement des électeurs, qui impose des mesures que ceux-ci rejettent et qui naturellement sera chassée pour imposture, alors que la droite, retrouvant ses fauteils, maintiendra toutes les contraintes que la gauche aura imposées. Je ne sais plus qui a dit que la droite française était la plus bête du monde, c'est vrai... mais après la gauche naturellement !

Après trois ans de pouvoir, la gauche est au pied du mur ! Autrefois, elle aurait été balayée par le suffrage universel et par la représentation parlementaire, sitôt accompli sa mission, qui consiste à faire avaler au peuple la politique de la droite. Sa chance, c'est la Constitution impériale que De Gaulle a imposé au pays, lui permettant de se maintenir au pouvoir pour parachever son œuvre pie. Et Delors, tout joyeux, pourra continuer sa mission, qui consiste à faire avaler la pilule aux citoyens et à annoncer, non

ponnera au pouvoir, car si elle « représente » par le jeu électoral, les « intérêts » des travailleurs, elle constitue aussi un clan de politiciens professionnels qui a des intérêts particuliers de carrière. Et certains de ses éléments qui sauront se montrer « compréhensifs » et dont la presse de droite salue déjà le « courage », voyez du côté de Rocard, comptent bien se reconverter et se réintégrer dans le clan politique, constitué par les parlementaires de droite, lorsque le moment sera venu de faire taire les querelles et de se « sacrifier » pour la mère patrie ! Politique politicienne classique qui s'inscrit dans une histoire parcmée de politiciens de gauche qui, après avoir planté le drapeau tricolore dans le fumier, au cours d'une jeunesse tapageuse, n'hésitent pas à devenir le dernier recours de la droite, lorsque le tumulte envahissait la rue.

Naturellement, la gauche réfléchit à ce que sera son avenir après 1986 et surtout après 1988, et elle pousse ses hommes, à défaut du pouvoir, à occuper des fonctions à la fois politiques et administratives de premier choix. Ainsi, dernièrement, on a pu voir un syndicaliste tapageur, qui n'hésitait pas à faire la leçon à d'autres syndicalistes, coiffer le bicorne de préfet, pour partir restructurer l'économie en Lorraine. Sous l'œil réprobateur des dirigeants des autres organisations syndicales... qui semblent avoir oublié leurs propres avatars. Et nous touchons ainsi au vice de la démocratie parlementaire de notre époque, qui confère des pouvoirs exorbitants à partir de programmes flous à des personnages qui, lorsque la situation devient éleatoire, se cramponnent à leur job et refusent de retourner à l'usine pour apprécier les changements qui se sont produits pendant leur absence.

Mais ces mœurs sont possibles pour deux raisons qui se complètent. La première, c'est la démission d'une population pour laquelle l'engagement se limite à glisser, une fois tous les quatre ans, un morceau de papier dans une boîte ; la seconde, c'est la fragilité d'une société sur son déclin qui a donné naissance à un corporatisme égoïste qui pèse sur l'économie et la déséquilibre.

Gauche-droite, droite-gauche, gauche-droite... les temps du mensonge, de l'imposture, des grandes trahisons, des petites lachetés et des conversions inspirées par l'appétit ou par la chiasse, sont venus. Le temps du repli frileux des « masses » qui, comme les animaux de nos campagnes, lèvent la tête et d'un regard vide contemplent les maigres cortèges qui essaient de nous faire croire que la gauche existe toujours.

Ne nous y trompons pas, la gauche n'est plus qu'un mot ! C'est tout le mouvement ouvrier qu'il reste à reconstruire à partir d'un projet révolutionnaire vrai qui ne laisse place à aucune équivoque, et dont les deux assises restent la liberté politique et l'égalité économique. Je sais bien que nous sommes loin du compte, que les populations n'ont pas les yeux tournés vers l'idéal, mais vers la route des vacances, le compte en banque, la promotion que le collègue a décroché et qu'il ne méritait pas. Sur quoi faut-il compter pour refaire une santé au mouvement ouvrier révolutionnaire ?

Droite-gauche, gauche-droite, droite-gauche ! Sur quoi faut-il compter pour ouvrir les yeux de ceux qui se sont laissés tromper ? Gauche-droite, droite-gauche, gauche-droite... sur ceux-là qui sont l'exemple à ne plus suivre, qui sont le reliquat de ce corps parlementaire faisant, mais surtout sur nous qui aurons un monde pesant de mollesse et de facilités à rejeter. Les temps des pionniers de la Sociale est revenu... il ne suffit plus de les citer pour mettre son âme en paix, mais de suivre l'exemple qu'ils nous ont donné, en mettant leur enseignement dans le sens de l'évolution économique et sociale des peuples !

Trois ans déjà... gauche-droite, droite-gauche... et merde !

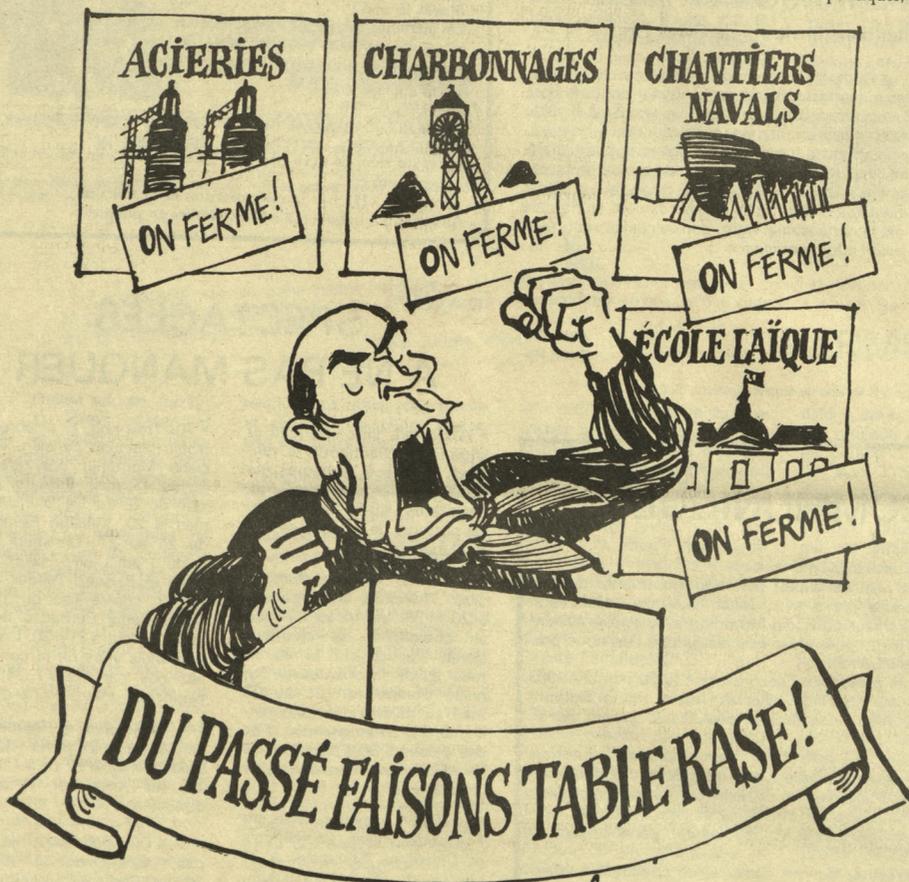
SOCIALISME : TROIS ANS DÉJÀ !

tème. La gauche a eu peur des conséquences et elle a renoncé aux mesures « révolutionnaires » que la situation imposait.

Pour gagner les quatre ou cinq pour cent de voix qui font les majorités confortables, la gauche s'est proclamée championne de la légalité bourgeoise. Il s'agissait pour elle de rassurer ces classes intermédiaires que la classe dirigeante glisse entre elle et le monde du travail, et qui lui sert de tampon. Elle s'est hissée au pouvoir, à partir d'une série d'équivoques autour du socialisme, des hiérarchies de classes, des profits des classes dirigeantes, et aujourd'hui, devant les difficultés économiques que lui ont légués ses prédécesseurs, elle est réduite à faire leur politique. Une fois de plus, nous assistons à ce phénomène constant d'une gauche portée au pouvoir par la volonté de chan-

pas des socialisations qui étaient si alléchantes sous Giscard, mais un renforcement de la rigueur.

Naturellement, les problèmes que la gauche a trouvés, en arrivant au pouvoir, étaient insolubles dans le cadre d'une économie de profit hiérarchisée. Il faut bien prendre l'argent quelque part pour assurer les restructurations, dernière chance du système, et dans un régime de classe, les seules ponctions que la classe dirigeante tolère, se sont des ponctions sur les salaires des travailleurs et parfois sur les revenus des productions archaïques ; mais jamais sur les profits ni sur les rémunérations des cadres supérieurs, associés par intérêt aux classes dirigeantes. Même si ça doit détériorer son image de marque et la vouer au purgatoire électoral pendant de longues années, la gauche, profitant des structures politiques, se cram-



cabu

Maurice Joyeux